

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Vingt-cinquième session du Comité pour les plantes  
En ligne 2-4, 21 et 23 juin 2021

Questions spécifiques aux espèces

ADDENDUM AU DOCUMENT INTITULÉ ESPÈCES D'ARBRES NÉOTROPICALES

1. Ce document a été préparé par Fabiola Rocío Núñez Neyra (représentante pour l'Amérique centrale et du Sud et Caraïbes), César Augusto Beltetón Chacón (représentante pour l'Amérique centrale et du Sud et Caraïbes), Fernando Olave Ortiz (représentante pour l'Amérique centrale et du Sud et Caraïbes), et Paulo JL Carmo (représentant pour l'Europe), co-présidents du groupe de travail intersessions sur les espèces d'arbres néotropicales\*.
2. Le groupe de travail sur les espèces d'arbres néotropicales est né du groupe de travail sur l'acajou et autres espèces néotropicales produisant du bois.
3. À sa 18<sup>e</sup> session (CoP18, Genève, 2019), la Conférence des Parties a adopté la décision 18.299, *Espèces d'arbres néotropicales*. Afin de faciliter la préparation du rapport destiné au Comité pour les plantes sur les progrès accomplis, le groupe de travail a été reconduit, conformément à son mandat, et un questionnaire a été préparé puis envoyé aux membres du groupe grâce à des échanges coordonnés avec le Secrétariat CITES. Ce questionnaire demandait aux membres du groupe de rendre compte des éléments suivants :
  - i) l'échange d'expériences et de compétences entre les pays sur les espèces d'arbres néotropicales prioritaires ;
  - ii) les progrès accomplis dans la gestion, la conservation et le commerce des espèces d'arbres néotropicales prioritaires, ainsi que les enseignements tirés, et notamment les études réalisées sur l'état de leurs populations ;
  - iii) la mise en œuvre de systèmes de traçabilité et de chaînes de contrôle, qui renforcent la transparence et le commerce durable des espèces d'arbres ;
  - iv) la création de matériels d'identification et de formation sur les différentes méthodes existantes, particulièrement celles qui peuvent être utilisées facilement par les autorités ;
  - v) une liste des espèces d'arbres néotropicales prioritaires inscrites à la CITES (en accordant une attention spéciale aux inscriptions ayant pris effet depuis la 16<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties) ; et
  - vi) les activités associées, adressées au Comité pour les plantes, qui contribueront le plus à l'application des mandats énoncés dans les résolutions relatives aux espèces d'arbres néotropicales.

---

\* Les appellations géographiques employées dans ce document n'impliquent de la part du Secrétariat CITES (ou du Programme des Nations Unies pour l'environnement) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones, ni quant à leurs frontières ou limites. La responsabilité du contenu du document incombe exclusivement à son auteur.

4. Le questionnaire, dans lequel étaient incluses toutes les informations nécessaires, a été envoyé à l'ensemble des membres du groupe de travail le 18 avril 2021, en anglais et en espagnol. La date butoir pour y répondre était fixée au 15 mai 2021.

## REMERCIEMENTS

5. Le groupe de travail tient à remercier les membres du groupe de travail qui ont répondu au questionnaire dans les temps, à savoir l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, le Guatemala, le Mexique, le Pérou et le Venezuela.

## ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES, D'INFORMATIONS ET DE COMPÉTENCES

6. Au Guatemala, un projet trinational intitulé *Generación de capacidades y lineamientos técnicos de manejo para elaborar dictámenes de extracción no perjudicial orientados a las especies del género Dalbergia* (Développement de compétences et de lignes directrices techniques de gestion sur l'émission d'avis de commerce non préjudiciable pour les espèces du genre *Dalbergia*) a été mis en œuvre dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres. Plusieurs activités ont été menées pour assurer le partage d'expériences entre les trois pays bénéficiaires (à savoir le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua) et le renforcement des capacités des institutions impliquées dans la gestion forestière des espèces du genre *Dalbergia* : 1) quatre ateliers en ligne intitulés *Lineamientos técnicos de manejo forestal* (Lignes directrices techniques de gestion forestière), visant le renforcement des capacités et le partage d'expériences, auxquels ont participé le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua ; 2) deux ateliers de formation en ligne animés par le Dr Edgar Ortiz-Malavasi sur les méthodes de collecte d'échantillons, l'analyse du bois et l'utilisation des données ainsi obtenues, à l'intention des institutions impliquées dans ce projet trinational ; et 3) trois ateliers de renforcement des capacités sur l'émission d'avis de commerce non préjudiciable (ACNP), qui ont mis l'accent sur les exigences de la CITES. Ces ateliers ont été organisés avec le soutien de Margarita Clemente, ancienne présidente du Comité pour les plantes de la CITES de 1996 à 2016, et de César Beltetón, autorité scientifique de la CITES pour les espèces de bois au Guatemala de 2010 à 2018, tous deux experts de la CITES. Le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua ont participé à ces ateliers.
7. En Équateur, le ministère de l'Environnement et de l'Eau (MAAE), organe de gestion de la CITES, a collaboré avec le programme PROAmazonía (Programme global de préservation des forêts et de production durable dans la région amazonienne) afin de renforcer les capacités techniques des fonctionnaires de ce ministère, qui sont responsables de la mise en œuvre des processus de gestion et de contrôle tout au long de la chaîne d'approvisionnement en bois. Un programme de renforcement des capacités a été mis en place à cette fin en 2019, mettant l'accent sur l'identification des espèces forestières ligneuses et non ligneuses, la classification botanique et l'identification anatomique des espèces prioritaires. Ce programme s'adressait au personnel technique de la Direction des forêts (*Dirección de Bosques*), du projet *Sistema Nacional de Control Forestal* (Système national de contrôle forestier) et des directions régionales (bureaux techniques forestiers).
8. Des ateliers de renforcement des capacités ont été offerts sur quatre jours, par groupes de 30 à 40 participants :
  - 140 agents des équipes techniques ont approfondi leurs connaissances et amélioré leurs compétences afin d'apprendre à reconnaître 53 espèces d'arbres prioritaires, sélectionnées par la Direction des forêts. Il s'agissait notamment de conseillers forestiers, de contrôleurs forestiers, de personnel de contrôle forestier assigné à des postes fixes, des unités mobiles ou des points d'exportation, ainsi que de personnel administratif travaillant au siège central et dans les bureaux techniques des unités décentralisées de l'ensemble du territoire.
  - 27 % des participants (38 d'entre eux) étaient de sexe féminin, offrant une meilleure visibilité au rôle que jouent les femmes dans le contrôle forestier et la traçabilité du bois.
  - Les participants ont pu réaliser des analyses et mener des débats, ce qui leur a permis d'identifier les points essentiels et d'améliorer les processus de contrôle et de traçabilité du bois.

En outre, dans le cadre du Projet régional pour la gestion, le suivi et le contrôle des espèces de faune et de flore sauvages menacées par le commerce (projet Bioamazonía), mis en œuvre par l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), les organes de gestion et les autorités scientifiques CITES de l'Équateur ont participé à un atelier intitulé *Taller Regional para el intercambio de experiencias entre los*

*Países Miembros de la OTCA en materia de DENP* (Atelier régional pour le partage d'expériences entre les pays membres de l'OTCA sur les ACNP), qui s'est tenu en ligne le 26 novembre 2020.

Les États-Unis d'Amérique ont déclaré qu'aucune espèce d'arbre néotropicale inscrite à la CITES, originaire des États-Unis ou de ses territoires, ne faisait l'objet d'un commerce international. Le pays a cependant fait état de sa riche expérience professionnelle dans la mise en œuvre de la CITES pour ces espèces.

9. En Argentine, la réunion du Programme CITES sur les espèces d'arbres consacrée aux projets sélectionnés pour l'Amérique latine s'est tenue en septembre 2018 à Buenos Aires. Une rencontre régionale a également eu lieu sur la gestion et la conservation de l'espèce *Bulnesia sarmientoi*, à laquelle ont participé des représentants des pays d'Amérique du Sud. En juin 2020, l'Argentine a participé, avec d'autres représentants des autorités CITES d'Amérique latine, à une rencontre des pays de l'aire de répartition des espèces du genre *Cedrela*. Le pays y a présenté, par l'intermédiaire de la Direction nationale des forêts (*Dirección Nacional de Bosques*), sa stratégie de gestion de l'espèce *Gonopterodendron sarmientoi*, comme cadre de référence potentiel pour les avis de commerce non préjudiciable (ACNP) pour les 5 espèces de *Cedrela* présentes dans le pays. En juillet 2020, une rencontre a eu lieu avec les autorités CITES du Paraguay et de la Bolivie pour aborder la question de la gestion de l'espèce *Gonopterodendron sarmientoi* dans le cadre du projet *Bases para la gestión sostenible de la especie Bulnesia sarmientoi "palo santo" en la Región del Gran Chaco de Argentina* (Bases pour une gestion durable de l'espèce *Bulnesia sarmientoi*, le palo santo, dans la région du Gran Chaco en Argentine). Ce projet est financé grâce à un don de l'Union européenne dans le cadre du Programme CITES sur les espèces d'arbres. En novembre 2020, l'Argentine a préparé un rapport exposant son approche vis-à-vis de l'émission d'ACNP pour les exportations de produits du genre *Cedrela*, celui-ci ayant été inscrit à l'Annexe II de la CITES en août 2020. Le rapport a été soumis au Comité pour les plantes de la CITES, qui l'a transmis aux Parties en janvier 2021 par le biais de la notification aux Parties n° 2021/002. En décembre 2020, lors du cinquième Congrès national des sciences agronomiques organisé par l'Université nationale d'Asunción (République du Paraguay), des fonctionnaires de la Direction nationale des forêts ont participé à un séminaire en ligne portant sur les stratégies de gestion et de conservation de *Bulnesia sarmientoi* dans la région sud-américaine du Gran Chaco (*Estrategias de Manejo y Conservación de palo santo en el Gran Chaco Americano*). Ils y ont fait une présentation sur la gestion de cette espèce en Argentine ainsi que sur les activités menées pour appliquer les réglementations nationales et internationales de manière efficace.
10. Le Brésil a déclaré avoir participé à un atelier régional au cours duquel les pays membres de l'OTCA ont partagé leurs expériences sur l'émission d'ACNP pour les espèces du genre *Cedrela*. Cet atelier était organisé avec la participation de représentants des pays membres de l'OTCA dans le cadre du projet Bioamazonía.
11. La Colombie a signalé avoir organisé, dans le cadre du projet GEF6 *Corazón de la Amazonía* (Cœur de l'Amazone), un échange d'expériences entre les différents acteurs colombiens du secteur forestier, ainsi qu'un échange d'expériences avec le Guatemala sur la gestion durable des forêts.
12. Le Mexique a déclaré avoir accueilli en novembre 2018 un atelier régional sur l'évaluation des capacités à identifier dans le commerce les espèces de bois prioritaires inscrites à la CITES (*Taller regional sobre evaluación de la capacidad para identificar madera en el comercio de especies maderables prioritarias listadas en la CITES*), auquel ont participé des autorités nationales et internationales, des chercheurs, des producteurs, des organisations non gouvernementales ainsi que des représentants de ce secteur industriel en provenance du Canada, du Mexique et des États-Unis. Les objectifs de l'atelier étaient les suivants : 1) l'échange d'informations et d'approches sur la manière d'améliorer le caractère durable du commerce des espèces de bois ainsi que sur les bases, les méthodologies et les outils d'identification du bois de six espèces d'arbres (*Dalbergia granadillo*, *D. stevensonii*, *Swietenia humilis*, *S. macrophylla* et *S. mahagoni*) ; et 2) le renforcement de la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la CITES ainsi que des lois et règlements régissant le commerce du bois en Amérique du Nord. Le Mexique a également participé à l'atelier régional co-organisé en mars 2019 par la Wildlife Conservation Society (WCS) à l'intention des autorités scientifiques de la CITES, *Intercambio de experiencias, guías y buenas prácticas en la elaboración de Dictámenes de Extracción no Perjudicial para especies CITES* (Échange d'expériences, de guides et de bonnes pratiques dans la préparation des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces CITES). Cet atelier avait pour but de renforcer les capacités régionales en ce qui concerne l'émission d'avis de commerce non préjudiciable pour les espèces inscrites à la CITES, notamment grâce à l'échange d'expériences entre les pays de la région et à l'utilisation des outils et des supports disponibles. Le Mexique y a présenté son expérience en matière de mise en œuvre de la CITES pour les espèces de bois (*Swietenia macrophylla*, *Dalbergia granadillo*, *D. congestiflora* et *Guaiacum sanctum*).

## GESTION, CONSERVATION ET COMMERCE DES ESPÈCES D'ARBRES NÉOTROPICALES

### Réalisation d'études sur l'état des populations

12. Au Guatemala, le projet trinational « Développement de compétences et de lignes directrices techniques de gestion sur l'émission d'avis de commerce non préjudiciable pour les espèces du genre *Dalbergia* » a permis de recueillir des données sur 15 parcelles de mesure établies en 2016, ceci afin d'établir un diagnostic en vue d'une première réévaluation. Cette activité est de la plus haute importance, car elle permet de générer des informations sur l'état et la dynamique des populations des espèces du genre *Dalbergia* dans le pays.
13. En Équateur, le ministère de l'Environnement et de l'Eau (MAAE) a mené en 2014 une étude pilote sur les populations et la régénération de l'espèce *Swietenia macrophylla* King (acajou à grandes feuilles) dans la province de Pastaza. Celle-ci a permis de déterminer que, dans les zones forestières non exploitées, l'espèce se rencontrait de manière discontinue, par bosquets, et que les diamètres inférieurs à 40 cm n'étaient pas représentés : il s'agit là d'un véritable signal d'alarme en ce qui concerne la viabilité de l'espèce sur le long terme. En outre, le niveau de régénération naturelle était faible et 93 % des jeunes pousses non établies présentaient des signes d'herbivorie. Dans les zones anciennement exploitées, le niveau de régénération naturelle restait également faible 14 ans après les faits, et 100 % des plants identifiés présentaient des signes d'herbivorie.

Depuis 2018, le MAAE a organisé plusieurs visites sur le terrain afin d'évaluer le niveau de diversité des espèces du genre *Cedrela* présentes en Équateur. Les principaux herbiers du pays ont également été étudiés, les collections étant actuellement entièrement assemblées. Ces travaux ont été réalisés grâce au soutien financier de l'OTCA, au soutien technique et logistique de deux projets (*Proyecto Control Forestal* [Projet de contrôle forestier] mené par la Direction des forêts, et *Proyecto Sistema Único de Información Ambiental* [Projet de système unique d'information sur l'environnement]), ainsi qu'au soutien de Walter Palacios, chercheur associé à l'INABIO, l'Institut national de la biodiversité. Les données obtenues sont utilisées pour réaliser une évaluation préliminaire du statut de l'espèce, conformément aux catégories et aux critères de l'IUCN (données en cours d'étude), ainsi que pour dresser la carte de distribution des espèces du genre *Cedrela* en Équateur, carte qui sera mise à jour une fois que seront disponibles les données des études de terrain. Le MAAE et l'INABIO ont en outre copublié en 2019 un article scientifique intitulé *A new species of Cedrela (Meliaceae) from the eastern flanks of Ecuador* (Une nouvelle espèce de *Cedrela* [Meliaceae] des versants orientaux de l'Équateur) (*Phytotaxa* 393(1): 084–088).

Le soutien du programme REDD Early Movers (REM-Ecuador) a permis au MAAE de mettre en place des actions pour recueillir des informations sur les espèces du genre *Cedrela*, ceci afin d'élaborer des cadres réglementaires spécifiques qui permettent leur gestion, leur conservation et leur protection, de sorte que leur survie dans la nature ne soit pas affectée. Le programme REM rémunère les pays en fonction de leurs résultats vis-à-vis de la mise en œuvre de REDD+, et l'Équateur a été reconnu par ce mécanisme pour ses efforts de réduction des émissions dues à la déforestation. Le programme REM-Ecuador s'articule autour de quatre composantes opérationnelles. L'une d'entre elles, la gouvernance forestière, a permis de planifier l'activité « Évaluation et gestion des espèces forestières inscrites à la CITES ». Son objectif est de contribuer au respect des engagements de l'Équateur vis-à-vis de la convention CITES et de définir les mécanismes appropriés pour la gestion durable de ces espèces. Il convient de noter que l'activité du programme REM-Ecuador s'applique également à l'espèce *Swietenia macrophylla*, inscrite elle aussi à l'Annexe II de la CITES.

14. En Argentine, un projet de recherche intitulé *Estudio interdisciplinario de una especie de alto valor forestal en el Parque Chaqueño semiárido : herramientas para el ordenamiento territorial, conservación y manejo del palo santo* (*Bulnesia sarmientoi*) (Étude interdisciplinaire d'une espèce de grande valeur forestière dans le parc Chaco semi-aride : outils pour l'aménagement du territoire, la conservation et la gestion du palo santo [*Bulnesia sarmientoi*]) a eu lieu entre 2015 et 2018. Dans le cadre de ce projet ont été étudiés la distribution géographique et environnementale de l'espèce, ses variations génétiques et morphofonctionnelles, sa régénération, ainsi que les champignons xylophages associés.

Actuellement, dans le cadre du projet mentionné ci-dessus, « Bases pour une gestion durable de l'espèce *Bulnesia sarmientoi*, le palo santo, dans la région du Gran Chaco en Argentine », l'Institut national de technologie agricole (INTA) mène une consultation pour aider l'autorité scientifique de la CITES à définir des stratégies de gestion durable et de conservation du palo santo. Son objectif est de générer les conditions nécessaires à l'optimisation de la gestion, de l'aménagement du territoire et de la gestion des forêts indigènes où l'espèce est présente, ceci afin de contribuer au développement régional, tout en tenant compte des composantes environnementales et socio-économiques au niveau du paysage grâce à une approche écosystémique. Le 2<sup>e</sup> Inventaire national des forêts indigènes a également permis d'estimer l'état

des stocks et le statut de conservation des espèces *Bulnesia sarmientoi* et *Cedrela* spp., ainsi que des forêts dans lesquelles ces espèces sont présentes.

15. Au Brésil, l'Inventaire forestier national recueille actuellement des données sur le terrain et procède à l'identification botanique des espèces rencontrées. Il sera ainsi possible, après traitement et analyse des données, d'estimer la présence de certaines espèces et de subventionner des études sur l'état de leurs populations. Le Jardin botanique de Rio de Janeiro met en outre en place deux projets sur l'espèce *Paubrasilia echinata*. L'un d'entre eux, intitulé *Conservación de palo brasil (Paubrasilia echinata): una evaluación integrando datos morfológicos, genéticos y biogeográficos* (Conservation du pau brasil [*Paubrasilia echinata*]) : une évaluation incluant des données morphologiques, génétiques et biogéographiques), cherche à déterminer le statut de conservation de *Paubrasilia echinata* (*Fabaceae*) grâce à l'analyse des données disponibles sur les variations morphologiques, la génétique des populations et la modélisation des niches écologiques.

Le deuxième projet, *Proyecto Palo-brasil – Estructura anatómica y calidad de la madeira de Paubrasilia echinata en áreas de plantíos do estado do Espírito Santo* (Projet Pau Brasil - Structure anatomique et qualité du bois de *Paubrasilia echinata* dans les plantations de l'État d'Espírito Santo), vise notamment à analyser la variation de la structure anatomique macroscopique et microscopique du bois de *Paubrasilia echinata* dans des échantillons d'arbres adultes provenant de plantations d'Espírito Santo, en la comparant aux informations disponibles dans la base de données du Laboratoire de botanique structurale. Cela permettrait d'évaluer la qualité du bois et d'obtenir des informations pour orienter les décisions sur les procédures les plus appropriées pour les futures plantations.

16. En Colombie, plusieurs études ont été réalisées, et notamment : 1) *Planes de Manejo para la Conservación de Abarco, Caoba, Cedro, Palo rosa and Canelo de los Andaqueíes* (Plans de gestion pour la conservation de l'abaco, de l'acajou, du cèdre, du palo rosa et de l'isphingo), une initiative du ministère de l'Environnement menée par l'Institut Sinchi (<https://sinchi.org.co/planes-de-manejo-para-la-conservacion-de-abarco-caoba-cedro-palorosa-y-canelo-de-los-andaqueis>) ; 2) *Plan de Manejo y Conservación del Cedro* (*Cedrela odorata* L.) *para la jurisdicción de la Corporación Autónoma Regional de Cundinamarca CAR* (Plan de gestion et de conservation du cèdre [*Cedrela odorata* L.] pour la juridiction de la Corporation autonome régionale de Cundinamarca) (CAR, 2019) ; 3) études sur la variabilité génétique et l'état de conservation des populations naturelles de *Cedrela odorata* en Colombie ; et 4) identification élargie des populations naturelles de cèdre dans le cadre du projet GEF6 - Corazón de la Amazonía.
17. Au Mexique, les études réalisées comprennent : 1) *Compilación de información para mejorar el desarrollo de protocolos para la formulación de NDF para especies arbóreas prioritarias de los géneros Dalbergia y Swietenia* (Compilation d'informations pour améliorer le développement de protocoles pour la formulation d'ACNP pour les espèces d'arbres prioritaires des genres *Dalbergia* et *Swietenia*) – Projet *Apoyo al comercio sustentable de especies listadas en la CITES, del Plan Operativo 2017-2018* (Soutien au commerce durable des espèces inscrites à la CITES, à partir du Plan opérationnel 2017-2018) de la Commission de coopération environnementale (CCE) ; 2) analyse de la gestion et de la disponibilité des informations sur les espèces d'intérêt dans les pays de l'aire de répartition, en mettant l'accent sur les éléments pertinents pour l'émission des ACNP ainsi que sur l'ampleur et les tendances du commerce international de ces espèces (portée internationale) ; 3) *Biología floral y reproductiva de Dalbergia granadillo y D. stevensonii* (Biologie florale et reproductive de *Dalbergia granadillo* et *D. stevensonii*) (2019) - Projet *Diagnóstico de las poblaciones y aspectos relevantes de la polinización* *Dalbergia granadillo* Pitter. et *D. stevensonii* Standl (Diagnostic des populations et des aspects pertinents de la pollinisation de *Dalbergia granadillo* Pitter. et de *D. stevensonii* Standl), avec une publication en préparation, *El género Dalbergia en México: retos y oportunidades para la conservación* (Le genre *Dalbergia* au Mexique : défis et opportunités en matière de conservation) ; et 4) études sur la biologie et l'écologie des espèces, et études biométriques pour des espèces comme l'acajou (INIFAP). Voir <http://www.cnf.gob.mx:8090/snif/portal/infys> et <http://www.conabio.gob.mx/informacion/gis/>.
18. Au Pérou, les études suivantes ont été menées ces 5 dernières années : 1) *Estado Situacional del Género Cedrela en el Perú* (Statut du genre *Cedrela* au Pérou). SERFOR-OTCA 2021. Document publié en février 2021 ; 2) *Predicting the geographic origin of Spanish Cedar* (*Cedrela odorata* L.) *based on DNA variation* (Prédire l'origine géographique du cèdre acajou [*Cedrela odorata* L.]) en fonction des variations de l'ADN). Finch, K.N., Cronn, R.C., Ayala Richter, M.C. et al. Conserv Genet 21, 625–639 (2020). IIAP, Pérou ; 3) *Nuevos reportes de subpoblaciones de Cedrela kuelapensis (Meliaceae) en el valle del río Marañón* (Nouveaux signalements de sous-populations de *Cedrela kuelapensis* [Meliaceae] dans la vallée du Marañon). Elvis E. Allauja-Salazar, Luis Dávila-Estela et Emilio L. Huamán-Delgado, 2020, Pérou ; 4) *Evaluación dendrológica y anatómica de las especies del género Cedrela* (Évaluation dendrologique et anatomique des espèces du genre *Cedrela*). MINAM, 2017, Pérou ; et 5) *Instructivo de campo Guía metodológica de Evaluación de la recuperación de las poblaciones de caoba y cedro* (Guide

méthodologique de terrain pour l'évaluation du rétablissement des populations d'acajou et de cèdre) (MINAM, 2015).

#### Avis de commerce non préjudiciable (ACNP)

19. Depuis 2010, le Guatemala a entamé un processus de renforcement de la mise en œuvre de la CITES pour les espèces de bois. Cela a permis de réaliser des progrès dans la mise en œuvre de la Convention : des inspections au point d'exportation pour 100 % des espèces de bois inscrites à la CITES ; le maintien d'un schéma de coordination basé sur des éléments de bonne gouvernance garantissant la participation effective des parties prenantes concernées grâce à la continuité du groupe de travail national du Guatemala sur les espèces de bois inscrites à la CITES ; et l'élaboration et la gestion de projets qui ont notamment conduit à la création d'un laboratoire criminalistique du bois, à un inventaire national de l'acajou, du cèdre et du palissandre du Honduras, ainsi qu'à un inventaire spécifique des espèces de *Dalbergia*. Dans le cadre de ce processus, les inspections de terrain menées dans le cadre de l'émission des avis de commerce non préjudiciable (ACNP) sont un progrès majeur pour le commerce international des espèces de *Dalbergia*, compte tenu de leur statut de conservation et de la menace posée par le commerce illégal ou, le cas échéant, des conclusions des premières études sur documents pour les espèces *Cedrela odorata*, *Swietenia macrophylla* et *Swietenia humilis*.

Les inspections sur le terrain visent à déterminer l'état de l'espèce dans la nature après l'abattage des arbres mais avant leur commerce, ainsi qu'à évaluer les progrès accomplis et les résultats des actions de renouvellement forestier et de maintien de la régénération naturelle qui, dans le cas des forêts, sont des mesures obligatoires en vertu de la législation nationale. Les inspections sur le terrain menées dans le cadre des ACNP ont permis de tirer plusieurs conclusions notables, et notamment : i) il est possible d'identifier les éléments techniques à renforcer dans le cadre des critères de gestion institutionnels, notamment ceux qui ont un effet sur la conservation des espèces de bois inscrites à la CITES et qui n'ont pas pu être identifiés lors des études sur documents ; ii) les éléments techniques qui permettent d'appuyer l'approbation ou le refus d'une demande de permis CITES ont été renforcés grâce à une meilleure connaissance du statut de l'espèce et de sa population dans la forêt au moment de l'exportation des spécimens, même si celle-ci a lieu plusieurs années après l'arrêt des activités forestières et la fin des engagements en matière de renouvellement forestier ; et iii) dans les forêts appartenant aux communautés rurales, les visites sur le terrain et l'interaction avec les propriétaires fonciers ont permis de mieux comprendre la dynamique locale en matière de gestion des ressources forestières, son lien avec les entreprises privées nationales qui achètent le produit et le marché international.

Une mesure nationale consiste également à effectuer des inspections sur le terrain dans les plantations de *Cedrela odorata*, *Swietenia macrophylla* et *Swietenia humilis*, afin d'empêcher tout écoulement de bois prélevé illégalement dans la forêt.

20. En Équateur, grâce au soutien du programme REDD Early Movers (REM-Ecuador), le ministère de l'Environnement et de l'Eau met en place des actions pour recueillir des informations sur les espèces du genre *Cedrela*, ceci afin d'élaborer des cadres réglementaires spécifiques qui permettent leur gestion, leur conservation et leur protection, de sorte que leur survie dans la nature ne soit pas affectée. Le programme REM rémunère les pays en fonction de leurs résultats vis-à-vis de la mise en œuvre de REDD+, et l'Équateur a été reconnu par ce mécanisme pour ses efforts de réduction des émissions dues à la déforestation. Le programme REM-Ecuador s'articule autour de quatre composantes opérationnelles. L'une d'entre elles, la gouvernance forestière, a permis de planifier l'activité « Évaluation et gestion des espèces forestières inscrites à la CITES ». Son objectif est de contribuer au respect des engagements de l'Équateur vis-à-vis de la convention CITES et de définir les mécanismes appropriés pour la gestion durable de ces espèces. Il convient de noter que l'activité du programme REM-Ecuador s'applique également à l'espèce *Swietenia macrophylla*, inscrite elle aussi à l'Annexe II de la CITES.

21. Les États-Unis d'Amérique ont indiqué que, sous les auspices du *Plan d'action nord-américain visant le commerce durable de bois d'œuvre* de la Commission de coopération environnementale, des experts gouvernementaux des États-Unis, du Canada et du Mexique ont présenté l'*Atelier régional sur l'évaluation des capacités à identifier dans le commerce les espèces de bois prioritaires inscrites à la CITES* (qui s'est tenu au Mexique en août 2018). L'atelier s'est concentré sur six essences prioritaires : *Dalbergia granadillo*, *D. retusa*, *D. stevensonii*, *Swietenia humilis*, *S. macrophylla* et *S. mahagoni*.

22. L'Argentine a élaboré un protocole pour l'émission des avis de commerce non préjudiciable, en y incluant des systèmes de traitement électronique des dossiers et des permis.

23. La Colombie a mis en œuvre les activités suivantes : 1) définition d'une feuille de route pour l'émission des ACNP dans le Système environnemental national ; 2) embauche d'un consultant ayant pour mission de compiler les informations disponibles sur les espèces du genre *Cedrela* (taxonomie, distribution, écologie et utilisation) ; et 3) identification des lacunes et des besoins pour la consolidation des ACNP ainsi que de la quantité d'informations disponibles pour la prise de décisions.
24. Le Mexique a indiqué que, pour délivrer un ACNP, l'autorité scientifique étudie le plan de gestion forestière et évalue les inventaires fournis, ainsi que la documentation qui démontre la traçabilité du bois depuis son point d'origine (c'est-à-dire l'autorisation de prélèvement), avec l'appui d'outils tels que le *Guía informativa para el manejo y aprovechamiento sustentable de caoba en el marco de las disposiciones de la CITES* (Guide d'information sur la gestion et le prélèvement durables de l'acajou dans le cadre des dispositions de la CITES, novembre 2019, [https://www.biodiversidad.gob.mx/planeta/cites/Pdf/Guia-Caoba-CITES-v8\\_7Oct19.pdf](https://www.biodiversidad.gob.mx/planeta/cites/Pdf/Guia-Caoba-CITES-v8_7Oct19.pdf)) et le *Manual de procedimientos para emitir consideraciones técnicas por especie para la formulación de Dictámenes de Extracción no Perjudicial* (Manuel de procédures pour l'élaboration de considérations techniques par espèce pour l'émission d'ACNP), qui sera publié sur le site Web du Secrétariat CITES. Il comprend les procédures pour les espèces de bois (l'acajou, *Dalbergia* et *Guaiacum*).
25. Le Pérou a indiqué que son ministère de l'Environnement (MINAM), l'autorité scientifique CITES du pays, prépare des ACNP pour les espèces *Swietenia macrophylla* et *Aniba rosaeodora* de manière régulière, ainsi qu'avant leurs exportations.

Systèmes de traçabilité, chaînes de contrôle, certifications et autres mécanismes permettant d'augmenter la transparence et de démontrer l'origine légale

26. En Équateur, le ministère de l'Environnement et de l'Eau (MAAE), qui s'est engagé dans une politique de conservation et de gestion durable des ressources forestières du pays, a entrepris des efforts majeurs pour limiter la déforestation et conserver/restaurer les zones forestières, notamment en mettant en place des activités qui contribuent à la persistance sur le long terme des forêts et de leurs services écosystémiques. Depuis plusieurs années, le pays tente de renforcer la surveillance de ses forêts afin d'obtenir des informations pouvant appuyer la prise de décisions ; l'adoption de politiques publiques, de stratégies et d'autres actions nécessaires à la gestion durable des forêts ; la maîtrise de la déforestation et de la dégradation du patrimoine forestier national ; ainsi que le respect de ses engagements en relation avec les indicateurs et les instruments nationaux et internationaux ratifiés par l'État. C'est dans ce contexte que le ministère a concentré ses efforts sur la création d'un Système national de surveillance des forêts apte à fournir des informations sur l'état actuel des forêts, d'autres écosystèmes naturels et de leur biodiversité, tout en prenant en compte les autres types d'utilisation des terres en combinaison avec d'autres plateformes d'information. Le MAAE a réalisé d'importants progrès, parmi lesquels le lancement de la première évaluation forestière nationale et l'obtention de résultats pour le suivi de la déforestation au cours des périodes 2000-2008, 2008-2014, 2014-2016 et 2016-2018. Cela a simplifié l'élaboration de rapports sur les indicateurs et les objectifs du Plan de développement national ainsi que la présentation, en 2014, du premier Niveau d'émissions de référence pour les forêts, qui a fait du pays une référence en Amérique latine et dans le monde.

Le projet de système national de contrôle forestier (*Proyecto Sistema Nacional de Control Forestal*, PSNCF) vise, grâce à l'application de plusieurs mécanismes, à assurer un prélèvement, un transport et un commerce appropriés des ressources forestières, à réduire le commerce illégal de bois et à encourager la conservation et la gestion durable des ressources naturelles. Le projet cherche à maîtriser complètement l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en bois grâce aux mesures suivantes : a) vérification des forêts avant l'approbation et la mise en œuvre des plans et des programmes de gestion forestière approuvés par le ministère de l'Environnement ; b) contrôles des forêts et des espèces sauvages sur les routes grâce à 14 stations fixes de contrôle forestier et faunique installées sur l'ensemble du territoire ; c) contrôles forestiers par des unités mobiles de contrôle forestier et faunique dans tout le pays ; d) vérifications sur les sites de destination finale de l'industrie forestière ; et e) offre de conseils forestiers sur la mise en place de programmes de gestion aux petits propriétaires fonciers de la région amazonienne et du nord-ouest de l'Équateur. Les données relatives à toutes ces activités et à la réglementation de l'exploitation forestière sont stockées sur une solide plateforme informatique, dénommée *Sistema de Administración Forestal* ou SAF (Système de gestion forestière).

27. Les États-Unis d'Amérique ont indiqué que l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Service américain de la pêche et de la vie sauvage (U.S. Fish and Wildlife Service) collaboraient avec les autorités mexicaines dans le cadre d'un projet visant à améliorer la gouvernance et la traçabilité des produits dérivés de six espèces de bois d'œuvre exportées du Mexique.

28. En Argentine, les autorités nationales ont collaboré avec les gouvernements provinciaux afin d'établir et de convenir de méthodologies et de systèmes de surveillance pour réaliser les inventaires forestiers et estimer les quotas ou les niveaux de prélèvement potentiels. Le pays met actuellement en place un système d'enregistrement pour documenter l'origine du bois, chaque gouvernement provincial soumettant des informations sur les interventions approuvées (comme les plans de gestion ou les changements dans l'utilisation des terres) à un registre en ligne. Un système est également mis au point afin de contrôler les permis de transport pour l'espèce *Bulnesia sarmientoi*. Grâce à l'étude susmentionnée de l'INTA et à une mission consultative portant sur 6 sites de mise en œuvre d'une gestion adaptative (*Sitios de Implementación de Manejo Adaptativo, SIMA*), les autorités étudient les différentes manières d'améliorer la traçabilité, la chaîne de contrôle, l'approbation des plans de gestion ainsi que le suivi de leur impact. Un groupe technique réunissant plusieurs organismes a préparé un projet de résolution identifiant les exigences minimales pour la formalisation des plans de gestion ainsi que les exigences vis-à-vis des plans d'utilisation des terres, qui certifient l'origine du bois. Le projet est en cours d'approbation par le ministère de l'Environnement et du Développement durable.
29. Le Brésil a indiqué qu'il s'emploie à mettre en œuvre un système de traçabilité pour les documents d'origine forestière (*Documento de Origem Florestal, DOF*) pour le transport du bois de la forêt à la scierie (la première transformation primaire). Les étapes suivantes, couvrant jusqu'à la destination finale du bois, seront réalisées en fonction de la disponibilité des ressources. Le Brésil a reçu un financement du Programme CITES sur les espèces d'arbres pour son projet *Identificación rápida en campo de madera de Dalbergia y aceite de palo de rosa (Aniba rosaeodora) por tecnología infrarroja* (Identification rapide sur le terrain des essences de *Dalbergia* et de l'huile de palo rosa [*Aniba rosaeodora*] grâce aux infrarouges), coordonné par Tereza Pastore du Laboratoire des produits forestiers du Service forestier brésilien.
30. La Colombie a entrepris les efforts suivants : a) l'étude pilote *Marcadores moleculares SNIPS como herramienta para la identificación de poblaciones de Cedrela odorata en Colombia* (Les marqueurs moléculaires SNIPS comme outil d'identification des populations de *Cedrela odorata* en Colombie) - en cours ; b) le Système national de traçabilité forestière (*Sistema Nacional de Trazabilidad Forestal, SNTF*), un système centralisé conçu pour guider, unifier et enregistrer les différents modes d'accès à l'utilisation des ressources des forêts naturelles et leur transport en Colombie par le biais du Laissez-passer électronique national unique (*Salvoconducto Único Nacional en Línea, SUNL*) - actuellement mis en œuvre à l'échelle nationale ; c) le lien entre le module du Système national de traçabilité forestière consacré au transport des produits forestiers et celui consacré à la transformation et au commerce des entreprises forestières, grâce à l'automatisation du Registre en ligne des opérations forestières (*Libro de Operaciones Forestales en Línea, LOFL*) - en cours de développement ; et d) le module consacré à la planification et à l'exploitation forestière dans les forêts naturelles - en cours de développement.
31. Le Mexique a mené plusieurs activités, y compris : a) des mises à jour de sa législation nationale pour améliorer la légalité des espèces mexicaines, y compris des espèces d'arbres ; b) un groupe de travail consacré à la modification et à la mise à jour de la Norme officielle mexicaine NOM-152-SEMARNAT-2006, qui traite du contenu des programmes de gestion forestière ; et c) la mise à jour de la Loi générale sur la gestion durable des forêts (*Ley General de Desarrollo Forestal Sustentable*) et de son règlement (2020).
32. Le Pérou a préparé le document technique intitulé *Trazabilidad de los Recursos Forestales Maderables* (Traçabilité des ressources forestières en bois), approuvé par la résolution de la direction exécutive n° D000135-2020-MINAGRI-SERFOR-DE. Le pays encourage également le recours à la certification FSC de gestion forestière, la superficie certifiée ayant atteint 1 056 123,85 ha au 14 février 2021.
33. Le Venezuela utilise un système de permis électroniques pour produits forestiers (*Sistema de Guías Electrónicas de Productos Forestales, SIGEFOR*) pour la gestion des permis et autorisations ainsi que pour la délivrance de documents électroniques pour produits forestiers. Un marteau forestier ou autre dispositif de marquage est utilisé pour l'identification des arbres et le suivi du bois provenant des forêts naturelles.

#### Identification des espèces et documents de renforcement des capacités

33. L'Équateur a signalé qu'une application mobile était en cours de développement, grâce au soutien de la FAO. Celle-ci permettra l'identification rapide des espèces de bois scié dans le pays. Cela permettra d'améliorer l'efficacité des contrôles et de mieux détecter les irrégularités dans le transport et le commerce des produits forestiers sciés.
34. Les États-Unis d'Amérique ont indiqué que le Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui fait partie des Programmes internationaux du Service forestier des États-Unis, a œuvré avec des fonctionnaires de quatre pays afin de recueillir et de préparer des échantillons de référence en vue de l'identification des

différentes espèces et de l'élaboration de technologies d'identification du bois ; des ateliers de renforcement des capacités sur la coupe et l'identification du bois ont également été organisés pour les espèces suivantes : Belize - *D. stevensonii* ; Costa Rica - *C. odorata*, *D. retusa*, *C. tonduzii*, *C. salvadorensis*, *Dipteryx panamensis* ; Guatemala - *D. calisyna*, *D. retusa*, *D. stevensonii*, *D. tucurensis* ; et Honduras - *D. glomerata*.

35. Des scientifiques et des chercheurs en criminalistique des États-Unis, du Chili et des Pays-Bas ont mené une étude conjointe pour identifier l'expression chimico-moléculaire des espèces *Fitzroya cupressoides* et *Pilgerodendron uviferum*, inscrites à l'Annexe I de la CITES, en analysant le duramen à l'aide de la technique DART TOFMS (analyse directe en temps réel [DART] par spectrométrie de masse à temps de vol [TOFMS]). Les résultats de ces travaux ont été publiés dans la revue *International Association of Wood Anatomists (IAWA) Journal* : Forensic identification of CITES Appendix I Cupressaceae using anatomy and mass spectrometry (Identification criminalistique des Cupressaceae inscrites à l'Annexe I de la CITES grâce à l'anatomie et à la spectrométrie de masse). Rene J. Carmona, Michael C. Wiemann, Pieter Baas, Cristobal Barros, Gabriela D. Chavarria, Pamela J. McClure et Edgard O. Espinoza. 2020. IAWA Journal 41 (4): 720-739.
36. Au Brésil, le Laboratoire des produits forestiers (LPF) a offert des cours de renforcement des capacités, couvrant les techniques d'identification du bois basées sur l'analyse macroscopique de l'anatomie du xylème, à plus de 40 fonctionnaires de l'IBAMA. En partenariat avec l'Université fédérale de Sergipe (UFS), le laboratoire a développé une nouvelle version de la clé d'identification électronique *Madeiras Comerciais do Brasil* (Espèces de bois commerciales du Brésil), disponible sur Android. Une version plus exhaustive de la clé d'identification électronique, couvrant 275 espèces, a également été développée sur une nouvelle plateforme (LUCID). Cette nouvelle version a été préparée dans le cadre du projet Bioamazonía et sera lancée prochainement.

Le projet Bioamazonía a également rendu possible le transfert de l'ensemble des données de la collection scientifique de bois du LPF sur le système JABOT, géré par le Jardin botanique de Rio de Janeiro. Toutes les informations de cette bibliothèque du bois sont désormais disponibles en ligne et permettent aux chercheurs, aux agents de lutte contre la fraude et au grand public de disposer d'une nouvelle source d'informations taxonomiques sur les différentes espèces d'arbres.

37. Le Pérou a préparé les documents suivants : a) *Manual para la Identificación Botánica de Especies Forestales de la Amazonía Peruana* (Manuel pour l'identification botanique des espèces forestières de l'Amazonie péruvienne). (MIDAGRI-SERFOR, 2021) ; b) *Fichas de Identificación de especies forestales maderables y silvicultura tropical* (Fiches d'identification des essences forestières et de la foresterie tropicale). Résultats du 4<sup>e</sup> atelier de formation. Von Humboldt, avril 2017. INIA, Pérou ; et c) *Fichas de Identificación de Especies Forestales Maderables de la Selva Central* (Fiches d'identification des essences forestières de la région de la Selva Central). Résultats du 3<sup>e</sup> atelier de formation. Avril 2015. OSINFOR – MISSOURI BOTANICAL GARDEN.
38. Le Venezuela a déclaré avoir préparé des fiches techniques consacrées aux essences de bois commerciales du pays.

#### Autres enseignements tirés

39. L'Argentine a indiqué qu'une communication régulière et continue entre les directions nationales et provinciales des forêts s'était avérée très utile et avait conduit à un accord sur les principaux éléments nécessaires à l'émission des ACNP, ceux-ci étant mentionnés dans ce rapport. Dans le même esprit, la communication avec le secteur privé a également été renforcée, notamment avec les producteurs forestiers et les sociétés d'exportation. La liste des espèces d'arbres néotropicales inscrites à la CITES (tirée du document PC25 Doc. 29, préparé par le Secrétariat), figurant dans l'annexe du questionnaire, a en outre été révisée.
40. La Colombie a signalé avoir recours à la loupe numérique ainsi qu'à des applications présentant des illustrations des caractéristiques anatomiques des différentes espèces pour l'identification du bois. L'application *Especies Maderables* (Essences forestières, 2016) est un outil technique numérique développé par la Corporation autonome régionale de Risaralda et l'équipe de gouvernance forestière du ministère de l'Environnement et du Développement durable. Elle vise à améliorer la gestion forestière et à renforcer les opérations de prévention, de contrôle, de suivi et de surveillance des autorités environnementales en relation avec les activités nécessitant l'identification du bois prélevé, transporté et commercialisé. Présentant des photographies et les caractéristiques anatomiques des 100 espèces de bois les plus commercialisées en Colombie (90 espèces provenant de forêts naturelles et 10 espèces de plantations), elle peut être utilisée

par tout un chacun. Cette application est un outil destiné aux équipes techniques des autorités environnementales et des organismes de lutte contre la fraude, comme complément à la loupe numérique.

41. Le Mexique a déclaré que la gestion des espèces de bois d'œuvre devait être adaptative et tenir compte des caractéristiques spécifiques à chaque espèce, ainsi que des dernières informations disponibles (basées sur des méthodes normalisées) sur l'état et les tendances de leur population, pour que leur exploitation et leur commerce puissent se faire de manière durable. Le pays a ajouté que les documents élaborés (un guide et des manuels de procédures) se sont avérés des outils efficaces pour renforcer l'émission des ACNP et rationaliser la délivrance des permis CITES, car ils viennent améliorer les compétences de l'autorité scientifique CITES et apporter des précisions aux autres autorités et parties prenantes impliquées dans la production et le commerce de ces espèces sur les informations devant être soumises avant toute exportation. Une collaboration nationale et internationale assortie d'une approche multidisciplinaire contribuera à la conservation et à l'utilisation durable des espèces sauvages présentant un intérêt commercial.
42. Au Venezuela, les demandes d'utilisation, de prélèvement et de conservation sont traitées par voie électronique.

#### LISTE DES ESPÈCES D'ARBRES NÉOTROPICALES INSCRITES À LA CITES

En ce qui concerne la liste des espèces d'arbres néotropicales inscrites à la CITES (tirée du document PC25 Doc. 29, préparé par le Secrétariat), les membres du groupe de travail prennent en considération les points suivants :

##### Espèces prioritaires devant être traitées par le groupe de travail

43. Le Guatemala considère que le groupe de travail devrait donner la priorité au genre *Dalbergia* (avec une attention particulière aux espèces *Dalbergia stevensonii* et *Dalbergia retusa*) : pour les pays de l'aire de répartition des espèces *Dalbergia* spp., il est très important de continuer à renforcer la recherche et l'échange d'expériences sur la gestion, l'écologie et le commerce de ces espèces. Les principaux aspects à prendre en compte devraient être liés à la promotion et au maintien d'un programme de surveillance continue de l'état et des tendances de leur population, de leur écologie et de leur dynamique de croissance (entre autres), ceci afin de renforcer les lignes directrices relatives à leur gestion ainsi que les critères d'émission des avis de commerce non préjudiciable. On constate une certaine demande pour le bois d'œuvre des espèces du genre *Cedrela*, bien que les volumes d'exportation du cèdre (*Cedrela odorata*) ne soient pas particulièrement importants au Guatemala par rapport à ceux de *Swietenia macrophylla*. Le pays considère qu'il est indispensable d'encourager l'échange d'expériences entre les pays de l'aire de répartition sur sa gestion et son commerce légal et illégal, ainsi que sur les études réalisées sur l'état de ses populations naturelles et cultivées. Cela permettra d'identifier les besoins devant faire l'objet d'une attention particulière au niveau régional sur la mise en œuvre de la CITES et d'identifier les opportunités permettant une meilleure gestion.
44. Pour l'Équateur, les espèces prioritaires sont celles des genres *Cedrela* et *Swietenia*, en raison des travaux qui ont été menés dans le pays sur l'état de leurs populations en vue d'assurer une gestion forestière durable pouvant générer des bénéfices pour les communautés locales.
45. Les États-Unis d'Amérique ont proposé la création d'une liste d'espèces d'arbres néotropicales organisée selon trois niveaux de priorité. Les informations spécifiques à cette proposition figurent en annexe 2 du présent document.
46. L'Argentine considère qu'il faut donner la priorité aux espèces *Gonopterodendron sarmientoi* ex *Bulnesia sarmientoi* et *Cedrela* spp., car ce sont les seules espèces inscrites à l'Annexe II présentes en Argentine.
47. La Colombie a donné la priorité aux espèces suivantes : 1) *Swietenia macrophylla*, la surexploitation ayant fortement décimé ses populations - bien que faisant aujourd'hui l'objet d'interdictions locales, elle constitue une ressource très importante à promouvoir dans le cadre de plantations d'enrichissement préalables à une évaluation de la structure génétique de l'espèce dans le pays ; 2) *Cedrela* spp., car l'émission d'ACNP exige des informations sur les populations exploitées - il existe des lacunes dans la définition et la validation des plantations forestières de ce genre, bien que des progrès aient déjà été réalisés dans la connaissance de plusieurs aspects de certaines espèces ; et 3) *Aniba rosaeodora*, la surexploitation ayant fortement décimé ses populations en Colombie.

48. Le Mexique considère que la priorité doit être accordée aux espèces des genres suivants : *Dalbergia*, étant donné les difficultés qui subsistent pour faire la distinction entre les différentes espèces du genre, le manque d'informations sur la biologie et la structure des populations de ces espèces, et l'absence d'inventaires actualisés des populations présentant un intérêt commercial ; et *Cedrela*, étant donné que son inscription à l'Annexe II de la CITES est encore très récente et qu'il est important d'identifier les difficultés associées à son inscription pour pouvoir les résoudre en temps utile et garantir une application correcte de la CITES.
49. Le Pérou considère que la priorité doit être donnée aux espèces du genre *Cedrela*, en particulier à *Cedrela montana* et *Cedrela fissilis*, puisque celles-ci n'ont été inscrites aux Annexes de la CITES que récemment et qu'aucune étude de populations ou émission d'ACNP n'a encore été réalisée. Ce sont des espèces qui, après *Cedrela odorata*, présentent une forte valeur et un grand intérêt commercial.
50. Le Venezuela considère qu'il faut accorder la priorité aux espèces *Dalbergia* spp. # 15, *Paubrasilia echinata* #10 et *Cedrela* spp. #6.

**AUTRES ACTIVITÉS CONNEXES CONTRIBUANT À LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSOLUTIONS SUR LES ESPÈCES D'ARBRES NÉOTROPICALES**

51. Le Guatemala considère qu'il est important d'encourager le partage d'expérience entre les pays de la région par le biais de mécanismes comme des séminaires, des symposiums, des forums ou des groupes d'experts. Ces activités, profitant de la récente augmentation du nombre d'événements en ligne, ne devraient pas générer de coûts importants et pourraient faciliter grandement les échanges entre les pays ainsi que le renforcement des relations pour aborder les problèmes communs.
52. L'Équateur considère qu'il est très important d'élaborer des méthodologies normalisées pour l'émission des ACNP par les pays de l'aire de répartition.
53. Les États-Unis d'Amérique ont signalé que, conformément aux décisions 18.307 et 18.308 de la CITES, une référence de nomenclature normalisée pour *Dalbergia* sera préparée. Selon la référence, il existe actuellement des informations divergentes sur la distribution de ce genre. Il est par conséquent nécessaire de consulter des experts pour confirmer la distribution de ces espèces et leur taxonomie dans les pays de l'aire de répartition.

Les États-Unis encouragent les pays à fournir au consortium World Forest ID (WFID) (<https://worldforestid.org>) des échantillons géoréférencés de leurs espèces d'arbres néotropicales indigènes, ceci afin d'agrandir la base de données de référence mondiale et de renforcer les capacités. Des échantillons de référence sont notamment nécessaires pour *D. cubilquitensis*, *D. glomerata*, *D. granadillo* et *D. tucurensis*. Le pays considère également qu'il est important de fournir aux agents des douanes des outils faciles à utiliser et des documents pour renforcer leurs capacités, de tirer parti des orientations existantes ainsi que des documents d'ateliers pour émettre les avis de commerce non préjudiciable (ACNP) pour les espèces d'arbres néotropicales, et d'identifier les besoins et les lacunes en matière d'informations nécessaires à l'émission d'ACNP solides et fondés sur des données scientifiques.

54. L'Argentine a déclaré avoir organisé diverses réunions avec les organismes de lutte contre la fraude (les forces de sécurité, la police routière, les douanes), comme à Buenos Aires en 2018.
55. Le Mexique considère qu'il est important de discuter de la création du nouveau code de source intermédiaire, « Y », qui couvre les systèmes de production de spécimens de plantes répondant à la définition des « plantes obtenues par production assistée » incluse dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que de leurs parties et dérivés, afin d'identifier les recommandations et actions qui peuvent aider à résoudre les problèmes liés au nouveau code et à son utilisation pour les espèces d'arbres néotropicales.
56. Le Pérou a déclaré qu'il était important que les pays de la région partagent leurs expériences sur la mise en œuvre des avis de commerce non préjudiciable (ACNP).

WEBINAIRE GESTION DES ESPÈCES D'ARBRES NÉOTROPICALES INSCRITES À LA CITES, DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA VIE SAUVAGE, ORGANISÉE SUR LE THÈME « FORÊTS ET MOYENS D'EXISTENCE : PRÉSERVER LA PLANÈTE ET SES HABITANTS »

57. L'Autorité scientifique CITES du Pérou et le projet Bioamazonía de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA) ont organisé le webinaire *Gestion des espèces d'arbres néotropicales inscrites à la CITES* dans le cadre de la Journée mondiale de la vie sauvage, organisée sur le thème « Forêts et moyens d'existence : préserver la planète et ses habitants ».

Les participants ont souligné le rôle important que jouaient la conservation des espèces sauvages et des forêts et l'utilisation durable des espèces d'arbres néotropicales pour le bien-être des populations et la santé de la planète. Ils ont partagé les possibilités de coopération en ce qui concerne la mise en œuvre de programmes, de projets, d'initiatives et de mesures pour les espèces d'arbres inscrites à la CITES, et ont échangé enseignements et connaissances sur la gestion durable et la mise en œuvre de la CITES pour les espèces d'arbres néotropicales inscrites à l'Annexe II.

Parmi les participants figuraient le Secrétariat CITES, les organes de gestion et les autorités scientifiques de la CITES ainsi que les autorités forestières des pays membres de l'OTCA et des pays d'Amérique latine, des représentants du Comité pour les plantes de la CITES, des membres du groupe de travail sur les espèces d'arbres néotropicales, des représentants du Programme CITES sur les espèces d'arbres, des organisations, ainsi que des spécialistes intéressés par le sujet. Plus de 120 personnes de 22 Parties et des représentants de 70 organisations ont participé à l'événement.

Ce webinaire a permis le partage d'informations sur les sujets suivants :

- Perspectives sur la gestion des espèces d'arbres inscrites à la CITES - Besoins à venir.
- Expériences en matière d'utilisation de technologies pour l'émission d'avis de commerce non préjudiciable (ACNP) pour le bois d'œuvre.
- Expériences en matière d'élaboration des avis d'acquisition légale (AAL), d'outils d'identification et de traçabilité des espèces de bois d'œuvre.

Dans le cadre des discussions sur le contenu du webinaire, les conclusions suivantes ont été tirées :

- Il est nécessaire de mieux faire connaître l'immense valeur des forêts et la grande diversité des espèces sauvages qu'elles hébergent, leur lien intrinsèque avec les moyens d'existence des peuples autochtones et des communautés locales qui sont en première ligne en matière de conservation et d'utilisation durable des différentes espèces, ainsi que le bien-être économique, social et culturel de nombreuses communautés du monde entier.
- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) permet de garantir que le commerce international de ces espèces soit durable, légal et traçable et qu'il contribue aussi bien aux moyens d'existence des populations locales qui vivent au plus près d'elles qu'à l'économie des différents pays, de manière à préserver la santé de la planète et le bien-être des populations. La CITES contribue ainsi aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique et à de nombreuses Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- Il est nécessaire de valoriser les forêts et de les gérer efficacement pour garantir les services que ces précieux écosystèmes rendent aux sociétés qui y prospèrent et, d'une manière générale, à l'humanité tout entière. Il s'agit là d'un énorme défi qui doit être relevé grâce à une approche pluridisciplinaire et multipartite, en tenant compte de la nécessité d'harmoniser la croissance et de soutenir la recherche de la durabilité, l'un des principaux objectifs de nos programmes nationaux respectifs.
- Si l'on souhaite renverser les menaces et les pressions croissantes qui pèsent sur les forêts et qui se traduisent par des taux de déforestation persistants, il faut adopter une approche globale de « conservation productive » pour rechercher des alternatives d'utilisation durable qui augmentent la valeur de la forêt sur pied, qui mettent fin aux changements d'utilisation des terres et qui nous permettent d'assurer la permanence des forêts et de leur grande diversité d'espèces de faune et de flore, dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

- L'urgence sanitaire posée par la pandémie de COVID-19 a souligné l'importance de disposer d'écosystèmes sains pour le bien-être des populations, et donc d'améliorer la gestion des forêts et des espèces sauvages. Il est nécessaire de veiller à ce que la reprise économique mette l'accent sur le rétablissement et la prise en compte des sources de services écosystémiques pour le bien-être de l'humanité, conformément à l'approche « Un monde, une santé ». C'est pourquoi le thème de la Journée mondiale de la vie sauvage sonne tellement vrai : nous devons protéger les forêts et les moyens d'existence pour préserver la planète et ses habitants.

Le rapport complet de ce webinaire figure en [annexe 1](#). Un enregistrement vidéo de l'événement est disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/user/otcavideo>. Les présentations peuvent être téléchargées en espagnol (version originale) sur le dossier Google Drive du projet Bioamazonía.

#### PROGRÈS DES PAYS MEMBRES DE L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE COOPÉRATION AMAZONIENNE (OTCA) EN CE QUI CONCERNE L'INSCRIPTION DE CEDRELA SPP. ET PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉMISSION D'ACNP

58. Le Secrétariat permanent de l'Organisation du traité de coopération amazonienne a apporté son soutien à ses pays membres pour l'émission d'avis de commerce non préjudiciable et la mise en œuvre de l'inscription des espèces *Cedrela spp.* à l'Annexe II de la CITES dans le cadre du processus de coopération régionale. Certaines des activités menées étaient les suivantes : 1) un atelier régional sur les ACNP mettant l'accent sur les espèces du genre *Cedrela* ; 2) la systématisation des progrès accomplis concernant l'inscription du genre *Cedrela* à l'Annexe II dans les pays membres de l'OTCA ainsi que les progrès réalisés dans l'émission d'ACNP dans les pays de la région, ces travaux visant à fournir des données aux groupes de travail de la CITES (groupe de travail sur les espèces d'arbres néotropicales, Comité pour les plantes et autres) ; et 3) un projet de Plan d'action régional pour la mise en œuvre de l'inscription du cèdre à l'Annexe II, élaboré en tenant compte des besoins à combler et des mesures à prendre concernant les ACNP (aspects scientifiques) et les avis d'acquisition légale (aspects administratifs), qui sera mis à la disposition des autorités régionales et du Secrétariat CITES. Des informations plus détaillées figurent à l'[annexe 3](#) du présent rapport.

#### Recommandations révisées

59. Sur la base des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la décision 18.299, le Comité pour les plantes est invité à examiner la pertinence des projets de décisions suivants, pour examen par la Conférence des Parties :

##### **19.AA À l'adresse du Comité pour les plantes**

Le Comité pour les plantes :

- a) met à jour la liste des espèces d'arbres néotropicales et les processus CITES correspondants inclus dans l'annexe du document PC25 Doc. 29, en tenant compte des recommandations figurant dans l'addendum au document PC25 Doc. 29 ;
- b) sur la base de ce qui précède, définit les priorités en vue de renforcer la mise en œuvre de la Convention pour les espèces d'arbres néotropicales concernées ;
- c) coopère avec les Parties pour accomplir des progrès dans la réalisation des priorités identifiées ; et
- d) prépare un rapport sur les résultats de ces travaux, à l'intention du Comité permanent et de la Conférence des Parties, le cas échéant.

##### **19.BB À l'adresse des Parties**

Les Parties sont invitées à coopérer avec le Comité pour les plantes pour mettre en œuvre la décision 19.AA.

##### **19.CC À l'adresse du Secrétariat**

Le Secrétariat, à la demande du Comité pour les plantes, appuie la mise en œuvre de la décision 19.AA.

**19.DD À l'adresse du Comité permanent**

Le Comité permanent examine tout rapport préparé par le Comité pour les plantes sur la décision 19.AA et, s'il le juge approprié, élabore des recommandations pour examen par la Conférence des Parties.

Día Mundial de la Vida Silvestre 2021: *Bosques y medios de vida: sustento de las personas y el planeta*

## WEBINAR

### Gestión de las especies de árboles neotropicales incluidos en la CITES

3 de marzo de 2021

#### I. OBJETIVOS Y ALCANCES DEL EVENTO

El objetivo del evento fue resaltar la importancia de conservar la vida silvestre, los bosques y garantizar el sostenible de las especies de árboles neotropicales para el bienestar de las personas y el planeta. Compartir oportunidades de cooperación para la implementación de programas, proyectos, iniciativas y medidas para las especies arbóreas incluidas en los Apéndices de la CITES, así como conocimientos y lecciones aprendidas para la gestión sostenible y aplicación de la CITES para las especies de árboles neotropicales incluidas en el Apéndice II.

El evento contó con presentaciones magistrales y con bloques de preguntas y respuestas facilitadas por dos moderadores con experiencia en la implementación de la CITES y en la gestión forestal de especies neotropicales<sup>1</sup>, a través de tres bloques temáticos:

- ✓ **Bloque 1: Perspectivas en torno a la gestión de las especies arbóreas en la CITES – Necesidades a futuro.**

Se resaltó la importancia de la conservación y uso sostenible de los bosques tropicales por albergar el 30% de la biodiversidad terrestre del planeta, siendo el hábitat de un gran porcentaje de especies de flora y fauna silvestre y brindando bienes y servicios que son esenciales para la vida, y el bienestar de las personas y el planeta.

Sin embargo, los bosques enfrentan muchas amenazas que causan deforestación y degradación forestal, siendo fundamental 1) equilibrar la conservación y el uso sostenible (conservación productiva), 2) adoptar medidas dirigidas a luchar contra la deforestación y 3) combatir la explotación ilegal de madera e incrementar los acuerdos y efectivizar los pagos basados en resultados.

Asimismo, se destacaron los diferentes compromisos internacionales que promueven la conservación de los bosques en el marco de los Objetivos de Desarrollo Sostenible, del Convenio sobre Diversidad Biológica, de la Convención Marco sobre Cambio Climático y Desertificación, y el rol de la Convención CITES a partir de la regulación del comercio internacional de las especies arbóreas y otras especies de flora silvestre que provienen de los bosques. Se enfatizó en la oportunidad y necesidad de visibilizar más sinergias y de cooperación bajo estos marcos.

Se presentó al Grupo de Trabajo de árboles neotropicales del Comité de Flora de la CITES como una oportunidad para la identificación de especies priorizadas, los temas conexos y el intercambio de lecciones aprendidas y la cooperación entre las Partes. Luego de ello, se presentaron los alcances y principales avances del Programa de Árboles de la CITES.

En el marco de la cooperación internacional se presentó el Proyecto Regional para la “gestión, monitoreo y control de especies de fauna y flora silvestres amenazadas por el comercio (Proyecto Bioamazonía)”, que es ejecutado por la Secretaría Permanente de la OTCA (SP/OTCA) bajo acuerdo de cooperación financiera entre el Gobierno de Alemania y la OTCA a través del Banco Alemán de Desarrollo KfW. La ejecución es realizada en conjunto con todos los Países Miembros de OTCA, con el objetivo de aumentar la eficiencia y

---

<sup>1</sup> Adriana Rivera Brusatin y Vicente Guadalupe.

efectividad de la gestión, monitoreo y control de especies de fauna y flora silvestres amenazadas por el comercio incluida en la CITES.

✓ **Bloque 2: Intercambio de experiencias sobre la aplicación de metodologías para la formulación de Dictámenes de Extracción No Perjudicial (DENP) para especies maderables.**

En este apartado se presentaron los alcances de la aplicación de los DENP y comentarios sobre la evolución y avances para la elaboración de los mismos (Guías, directrices). Asimismo, se realizó la presentación de dos casos prácticos sobre DENP elaborados para especies maderables en México y en la Región de América Central, del Sur y el Caribe. Se recalcó la importancia de los DENP para garantizar el uso sostenible de las especies, y que estos deben ser desarrollados a través de procesos participativos institucionales, ser adaptables a las características particulares de cada especie arbórea, incorporar en lo máximo posible, el uso de herramientas tecnológicas para hacer más costo eficiente el proceso, y vincular a la academia y centros de investigación forestal.

✓ **Bloque 3: Intercambio de experiencias sobre aplicación de Dictámenes de Adquisición legal (DAL), herramientas de identificación y trazabilidad de especies maderables.**

En este apartado se realizó una introducción sobre los DAL y se brindaron orientaciones para su aplicación, así mismo se compartieron experiencias y avances en Guatemala y Perú para la emisión de estos Dictámenes que es uno de los pilares para la buena gestión de la CITES (origen legal). Como parte final de este bloque se reflexionó sobre la aplicación de los DENP y DAL en plantaciones.

Para mayores detalles se adjunta el Programa al final.

## II. PRINCIPALES IDEAS FUERZA

Con la celebración del Día Mundial de la Vida Silvestre 2021 buscamos generar **mayor conciencia** acerca del inmenso valor de los bosques y de las especies silvestres que habitan en ellos, de su vínculo intrínseco con los medios de subsistencia de los pueblos indígenas y de las comunidades locales que están en la primera línea de la conservación y el uso sostenible de las especies y del bienestar económico, social y cultural de numerosas comunidades en todo el mundo.

En el marco de esta celebración, se realiza el evento internacional “Gestión de las especies de árboles neotropicales incluidas en la CITES” con el objetivo **resaltar la importancia de los bosques para la vida silvestre, ver perspectivas y oportunidades de cooperación, así como de afianzar y compartir conocimientos** para la gestión sostenible de las especies de árboles neotropicales incluidas en los Apéndices de la CITES.

La Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestre (CITES) de la cual el Perú es parte desde 1975, garantiza que **el comercio internacional de esas especies sea sostenible, legal y rastreable y contribuya tanto a los medios de subsistencia de las comunidades** que viven más cerca de ellas como a las economías nacionales para lograr un planeta sano y la prosperidad de la gente en apoyo de los Objetivos de Desarrollo Sostenible de las Naciones Unidas.

**La necesidad de poner en valor y gestionar de manera efectiva los bosques y asegurar la provisión de los servicios** que estos valiosos ecosistemas proveen a las sociedades que sobre ellos se desarrollan y en general para toda la humanidad nos plantea un enorme reto que debe ser abordado de manera multidisciplinaria y multiactor donde se aborde la necesidad de armonizar el crecimiento y la búsqueda de la sostenibilidad como uno de los principales objetivos de nuestras agendas a nivel de nuestros países.

**Las crecientes amenazas y presiones sobre los bosques** que se ve reflejada en las tasas de deforestación que se mantienen en el tiempo, nos deben convocar a todos con un enfoque integral y de “conservación productiva” en la búsqueda de alternativas de uso sostenible que incrementen el valor del bosque en pie, que detenga el cambio de uso del suelo y que nos permita asegurar la permanencia de los bosques y su gran diversidad de especies de flora y fauna en beneficio de las generaciones presentes y futuras.

**El escenario de emergencia sanitaria por el COVID nos ha permitido resaltar la importancia de contar con ecosistemas saludables para el bienestar de la población y con ello relevan la gestión forestal y de fauna silvestre en el país**, promoviendo que la recuperación económica incida en restablecer y atender a las fuentes de los servicios ecosistémicos para el bienestar humano con el enfoque de “Una salud”, por

eso el lema de este día nos cae muy bien **necesitamos conservar “Bosques y medios de vida: sustento de las personas y el planeta”**.

### **III. PONENTES Y PARTICIPANTES EN LA REUNIÓN**

**Inauguración:** Secretaría General de la CITES, Secretaría General de la OTCA, Presidenta del Comité de Flora de la CITES y Viceministra de Desarrollo Estratégico de los Recursos Naturales (MINAM – Perú).

**Panelistas/expositores:** Fabiola Núñez, Miriam Cerdán y José Álvarez – Perú, Cesar Beltetón - Guatemala, Paulo Carmo – Portugal, Fernando Olave – Chile, Milena Sosa - Programa de Arboles de la Secretaría CITES, Mauro Ruffino – Proyecto Bioamazonía/OTCA, Isabel Camarena – Secretaría CITES, Juan Carlos Vásquez – Secretaría CITES.

**Participantes:** Secretaría CITES, Autoridades Administrativas CITES, Autoridades Científicas CITES y Autoridades Forestales de los Países Miembros de la OTCA y Países Latinoamericanos, Representantes del Comité de Flora de la CITES, Miembros del Grupo de Trabajo de Árboles Neotropicales, Representantes del Programa de árboles CITES, Organizaciones y especialistas interesados. Se contó con la participación de más de 120 personas de 22 países, representantes de 70 organizaciones (Ver listado al final).

## **PROGRAMA**

HORAS	ACTIVIDAD
8:00 a 8:15	<b>Moderación:</b> Adriana Rivera/Vicente Guadalupe  <b>Palabras de bienvenida</b> Luisa Elena Guinand Viceministra de Desarrollo Estratégico de los Recursos Naturales – MINAM - PERÚ  María Alexandra Moreira Secretaria General de la OTCA  Ivonne Higuero Secretaria General de la CITES  Flore Koumba Pambo Presidenta del Comité de Flora CITES
8:15 a 9:00	<b>Bloque 1: Perspectivas en torno a la gestión de las especies arbóreas en la CITES – Necesidades a futuro</b>  <b>Perspectivas en torno a la gestión de bosques y las especies arbóreas</b> Fabiola Núñez Representante Regional América Central, del Sur y del Caribe – Comité de Flora CITES, Co presidenta GT de Arboles Neotropicales, Autoridad Científica CITES Perú  <b>Programas de Cooperación</b> Milena Sosa, Secretaría CITES Programa de la CITES sobre especies arbóreas Mauro Ruffino Proyecto Bioamazonía, OTCA
9:00 a 10:00	<b>Bloque 2: Intercambio de experiencias sobre la aplicación de metodologías para la formulación de Dictámenes de Extracción No Perjudicial (DENP) para especies maderables</b>  <b>Orientaciones para la implementación del apéndice II CITES</b> Isabel Camarena Secretaría CITES  <b>México y los DENP para caoba</b> Hesiquio Benítez, Autoridad Científica CITES de México  <b>Avances en América Central y del Sur</b> César Beltetón, Representante Regional de América Central, del Sur y el Caribe - Comité Flora de CITES y Presidente del GT Árboles Neotropicales
10:00 a 11:15	<b>Bloque 3: Intercambio de experiencias sobre la formulación de Dictámenes de Adquisición Legal (DAL), origen legal, identificación y trazabilidad para especies arbóreas</b>  <b>Orientaciones para implementar los DAL</b> Juan Carlos Vásquez, Secretaría CITES

HORAS	ACTIVIDAD
	<p><b>Avances en Guatemala</b> César Beltetón, Presidente del GT Árboles Neotropicales</p> <p><b>Avances en el Perú</b> Miriam Cerdán, Autoridad Administrativa CITES – Perú</p> <p><b>¿Se aplican los DENP y DAL en plantaciones?</b> Paulo Carmo y Fernando Olave Co presidentes GT Árboles Neotropicales, Autoridad Científica CITES Portugal y Autoridad Administrativa CITES Chile</p>
11:15 a 11:30	<p><b>Palabras de clausura</b></p> <p>José Álvarez Autoridad Científica CITES Perú</p> <p>Juan Carlos Vásquez Secretaría CITES</p> <p>César Beltetón Presidente del GT Arboles Neotropicales</p>

## LISTADO DE PARTICIPANTES

Nombre	Apellido	E-mail	Organización	País
Denise	Oliveira	denise.oliveira@otca.org	OTCA	Brasil
Andrés	Barona	abarona@sinchi.org.co	Instituto Amazónico de Investigaciones Científicas SINCHI	Colômbia
Sonia	Sua	ssua@sinchi.org.co	Instituto Amazónico de Investigaciones Científicas SINCHI	Colômbia
Danilo	Lourenço de Sousa	danilo.sousa@ibama.gov.br	IBAMA	Brasil
FREDDY ALFONSO	AREVALO DAVILA	farevalo@iiap.gob.pe	Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana - IIAP	Peru
Fausto	Hinostroza	fhinostroza@iiap.gob.pe	Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana - IIAP	Peru
Víctor	Estrada	vestrada@iiap.gob.pe	Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana - IIAP	Peru
Lilia	Campos	lcampos@minam.gob.pe	MINAM	Peru
Manuel	Chavesta	mchavesta@lamolina.edu.pe	Universidad Nacional Agraria la Molina	Peru
Pablo	Lozano	plozano@uea.edu.ec	Universidad Estatal Amazónica	Equador
Romeo	LALA	meolala2510@gmail.com	Suriname Forest Service/ Nature Conservation Division	Suriname
Janeth	Santiana	jpsantiana77@yahoo.com	Programa REM Ecuador	Equador
Ignacio	Lombardi	ilombardi@lamolina.edu.pe	Universidad nacional agraria la Molina	Peru
Margarita Africa	Clemente	dicksonia696@gmail.com	Universidad Internacional de Andalucía	Espanha
Paulo	Carmo	paulo.carmo@icnf.pt	ICNF	Portugal

Freddy Santiago	Zenteno-Ruiz	fred6zenruiz@gmail.com	Herbario Nacional de Bolivia	Bolivia
David	Veintimilla	david.veintimilla@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
Rosse Mary	Chura	rosse.chura@mmaya.gob.bo	Ministerio de Medio Ambiente y Agua	Bolivia
Karina	Rodriguez Auad	karina.rodriguez@mmaya.gob.bo	Ministerio de Medio Ambiente y Agua	Bolivia
Juan	Iglesias	juan.iglesias@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
Guiuseppe	Torres	gtorresr@iiap.gob.pe	Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana - IIAP	Peru
Christian	Yépez	christian.yepez@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
Fanny	Tello_R.	fanny.tello@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
Patricia	Charvet	pchalm@gmail.com	UFPR e UFC	Brasil
Montserrat	Rios	montserrat.rios@ikiam.edu.ec	Universidad Regional Amazónica Ikiam	Equador
Maria Piedad	Baptiste	mpbaptiste@humboldt.org.co	Instituto Humboldt	Colômbia
Adriana	Vinueza	Adriana.vinueza@est.ikiam.edu.ec	Universidad Regional Amazónica Ikiam	Equador
Mauro Luis	Ruffino	mauro.ruffino@otca.org	OTCA	Brasil
Embajador Carlos	Lazary	carlos.lazary@otca.org	OTCA	Brasil
Myriam	Babel	myrbab.40@hotmail.com	Suriname Forest Service/Permit Section	Estados Unidos
Cesar	Belteton	presidenciagrupoaoba@gmail.com	Comité de Flora CITES.	Guatemala
Isabel	Camarena	isabel.camarena@un.org	CITES Secretariat	Suíça
Carlos Salinas Montes	Carlos Salinas	carlos.salinas@otca.org	Organização do Tratado de Cooperação Amazônica- OTCA	Brasil
Fabiola	Nuñez	fabinunez77@gmail.com	MINAM	Peru
Milena	Sosa-Schmidt	milena.schmidt@un.org	CITES Secretariat	Suíça
ADRIANA	RIVERA-BRUSATIN	arbrusatin@gmail.com	Consultora independiente	Peru
Juan Carlos	Vasquez Murillo	juancarlos.vasquez@un.org	ONU	Suíça
Hesiquio	Benítez	hbenitez@conabio.gob.mx	CONABIO	México
Digner	Jimenez	digner.jimenez@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
Edison	Jaramillo	edison.jaramillo@ambiente.gob.ec	Ministerio del Ambiente y Agua del Ecuador	Equador
José	Álvarez Alonso	jalvarez@minam.gob.pe	MINAM	Peru
luisa	Guinand	lguinand@minam.gob.pe	MINAM	Peru

JULIÁN	SUAZO	jsuazo25@yahoo.es	Secretaría de Agricultura y Ganadería	Honduras
Miriam	Cerdán	mcerdan@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Rosario	Bravo	lbravo@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Claudia Maria Correia	de Mello	claudiamc.mello@gmail.com	IBAMA	Brasil
Luis	Rico	lrico@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Andrea	Chinchilla	andrea.chinchilla@mag.gob.sv	Ministerio de Agricultura y Ganadería	El Salvador
Rina	Arce	rinarce@gmail.com	OSINFOR	Peru
Carlos	Orrego	corrego@minaе.go.cr	Ministerio de Ambiente y Energía.	Costa Rica
María Elena	Sanchez	teyeliz@gmail.com	Species Survival Network	México
Joaquín	Fava	joaqfav@gmail.com	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
FERNANDO	OLAVE	fernando.olave@conaf.cl	CONAF	Chile
ROBERTO	VALLE TERRAZAS	rvalle@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Daniel	Ramadori	edramadori@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
Pedro	Ríos Guillén	prios2003@gmail.com	OIRSA	Honduras
Robert	Garner	forestbased@gmail.com	ForestBased Solutions	Estados Unidos
Manuel Edmundo	Salazar Campos	manuel_salazar_campos@hotmail.com	SERFOR	Peru
Isela	Arce	iarce@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
ROCIO	ARMEY	armeymalpartida@gmail.com	OSINFOR	Peru
Harol	Gutierrez	hgutierrez@minam.gob.pe	MINAM	Peru
Colman	O Criadain	cocriodain@wwfint.org	WWF	Quênia
Monica	Isaza	monica.isaza@cancilleria.gov.co	Cancilleria	Colômbia
Sonia	Palacios	soniapalacios@lamolina.edu.pe	Universidad Nacional Agraria La Molina	Peru
Jo Annie	Merino	jmerino@minam.gob.pe	MINAM	Peru
Marlon	Arias	marias@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Mauro	Rios	mrrios@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Bernardo	Martinez	bernardo.martinez@conaf.cl	Corporación Nacional Forestal	Chile
Ayala	Urbina	helena.villurb@gmail.com	UNFV	Peru
Lucy Brigitte	Mio Morales	lucybrigitemio@gmail.com	UNFV	Peru
Tereza C M	Pastore	tereza.pastore@gmail.com	Laboratório de Produtos Florestais/ Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Mygdalia Luz	García Reyes	mygdalia@gmail.com	Conselho Nacional de Áreas Protegidas - CONAP-	Guatemala

Antonio W.	Salas	awsalas@msn.com	Independiente	Peru
Lidiane	Moretto	lidiane.moretto@florestal.gov.br	Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Pat	Ford	patricia_ford@fws.gov	U.S. Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
IRMA	BRICENO	ibriceno@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
roxana	curuchaga	rcuruchaga@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Maria Encarnacion	Holgado Rojas	mariholgado@yahoo.es	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Mario	Callalli Chancahuaña	biomar6@gmail.com	UNIVERSIDAD NACIONAL DE SAN ANTONIO ABAD DEL CUSCO	Espanha
Janet	Gonzales	Janet.gonzales@unsaac.edu.pe	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Alexsander	Quispe Naupa	alexandre.qn40@gmail.com	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Juliana Carmensilvia	Centeno Olarte	120917@unsaac.edu.pe	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Marisa Cristina	Ocrospoma Jara	marisacristinao@gmail.com	Museo de Historia Natural	Peru
Marcial	Villafuerte	marvillari1@gmail.com	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Jessica	Marroquin	jmarroquin@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
John	Veremis	John.Veremis@usda.gov	USDA	Estados Unidos
WILLIAM	LOPEZ	wlopez@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Estados Unidos
Ruth	Siaca	amneris_siaca@fws.gov	US FWS	Estados Unidos
Martha	Bernabet	mbernabet@gmail.com	Fundación Conservación y Desarrollo Bolivia FCDB	Bolivia
Margaret	Francis	margaret_francis@fws.gov	US Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
Juan Vicente	Guadalupe Gallardo	vicente.guadalupe@otca.org	OTCA	Brasil
Walter	Palacios	walterpalacios326@yahoo.com	INABIO	Equador
Alexandre	Gontijo	alexandre.gontijo@florestal.gov.br	Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Pedro	Barquet	pedrobarquet@gmail.com	Barquet Hardwoods	Equador
Claudine	SAKIMIN	claudinesakimin@yahoo.com	Nature Conservation Division / Suriname Forest Service	Suriname
Lina Maria	Rojas	linamaria_rojas@yahoo.com	Independiente	Alemanha
Efraín	Freire	efrain.freire@biodiversidad.gob.ec	Instituto nacional de Biodiversidad	Equador
Carmen Y.	Medina G.	cmedina@mambiente.gob.pa	Ministerio de Ambiente - Autoridad Administrativa CITES	Panamá
Danmar	Herrera	inveforestal@gmail.com	Ministerio de Ecosocialismo/ Dirección General de Patrimonio Forestal	Venezuela (República Bolivariana da)
Thiago	Rodrigues	thiagoefl@gmail.com	FuntecDF	Brasil

Adrián	Jimenez	ajimenezm@miambiente.gob.pa	Ministerio de Ambiente	Panamá
Ma. Carolina	Gazmuri Ortega	maria.gazmuri@conaf.cl	Corporación Nacional Forestal	Chile
Eduardo	Manghi	emanghi@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
Santiago	De Telleria	santiagodetelleria@gmail.com	Direccion Nacional de Bosques	Argentina
Ana	Corallo	anncorallo@gmail.com	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
Maximiliano	Azcona	azconam@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
carmita	bonifaz balseca	carmenbonifaz@hotmail.com	Universidad de Guayaquil	Equador
Nilton	Gatica	nilgatsan@gmail.com	OSINFOR	Peru
Evaristo	López Tejeda	elopezt@unsa.edu.pe	Universidad Nacional de San Agustín de Arequipa	Peru
Augusto	Sola	asola@rem-ecuador.ec	Programa REM Ecuador	Equador
Martha	Chávez	mchavezb@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Mariana	Guardiola	mariana.guardiola@ibama.gov.br	Ibama	Brasil
Nadesda	Cortez Farfan	nadesda31cortez@gmail.com	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Fredy	Abanto	fabanto@sernanp.gob.pe	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Rosario	Benavides	rbenavides@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Juan Carlos	Moreno Echeandía	Jmorenoe@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Darcy	Vargas	darcy_vargas@fws.gov	U.S. Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
Maykol	Rodriguez	mrodriguezz@sernanp.gob.pe	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Daavid	Contreras	dact.94@gmail.com	CONAP-FAUSAC	Guatemala
Mónica	Matos	mmatos@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Aurélie Flore	KOUMBA PAMBO	fkoumbapambo@gmail.com	Agence Nationale des Parcs Nationaux	Gabão
luisa	Guinand	lguinand@minam.gob.pe	MINAM	Peru
JULIÁN	SUAZO	jsuazo25@yahoo.es	Secretaría de Agricultura y Ganadería	Honduras
Miriam	Cerdán	mcerdan@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Rosario	Bravo	lbravo@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Claudia Maria Correia	de Mello	claudiamc.mello@gmail.com	IBAMA	Brasil
Luis	Rico	lrico@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Andrea	Chinchilla	andrea.chinchilla@mag.gob.sv	Ministerio de Agricultura y Ganadería	El Salvador
Rina	Arce	rinarce@gmail.com	OSINFOR	Peru

Carlos	Orrego	corrego@minae.go.cr	Ministerio de Ambiente y Energía.	Costa Rica
María Elena	Sanchez	teyeliz@gmail.com	Species Survival Network	México
Joaquín	Fava	joaqfav@gmail.com	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
FERNANDO	OLAVE	fernando.olave@conaf.cl	CONAF	Chile
ROBERTO	VALLE TERRAZAS	rvalle@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Daniel	Ramadori	edramadori@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
Pedro	Ríos Guillén	prios2003@gmail.com	OIRSA	Honduras
Robert	Garner	forestbased@gmail.com	ForestBased Solutions	Estados Unidos
Manuel Edmundo	Salazar Campos	manuel_salazar_campos@hotmail.com	SERFOR	Peru
Isela	Arce	iarce@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
ROCIO	ARMEY	armeymalpartida@gmail.com	OSINFOR	Peru
Harol	Gutierrez	hgutierrez@minam.gob.pe	MINAM	Peru
Colman	O Criodain	cocriodain@wwfint.org	WWF	Quênia
Monica	Isaza	monica.isaza@cancilleria.gov.co	Cancilleria	Colômbia
Sonia	Palacios	soniapalacios@lamolina.edu.pe	Universidad Nacional Agraria La Molina	Peru
Jo Annie	Merino	jmerino@minam.gob.pe	MINAM	Peru
Marlon	Arias	marias@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Mauro	Rios	mrios@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Bernardo	Martinez	bernardo.martinez@conaf.cl	Corporación Nacional Forestal	Chile
Ayala	Urbina	helena.villurb@gmail.com	UNFV	Peru
Lucy Brigitte	Mio Morales	lucybrigitemio@gmail.com	UNFV	Peru
Tereza C M	Pastore	terezapastore@gmail.com	Laboratório de Produtos Florestais/Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Mygdalia Luz	García Reyes	mygdalia@gmail.com	Consejo Nacional de Áreas Protegidas - CONAP-	Guatemala
Antonio W.	Salas	awsalas@msn.com	Independiente	Peru
Lidiane	Moretto	lidiane.moretto@florestal.gov.br	Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Pat	Ford	patricia_ford@fws.gov	U.S. Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
IRMA	BRICEÑO	ibricenseo@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
roxana	curuchaga	rcuruchaga@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Peru
Maria Encarnacion	Holgado Rojas	mariholgado@yahoo.es	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru

Mario	Callalli Chancahuaña	biomar6@gmail.com	UNIVERSIDAD NACIONAL DE SAN ANTONIO ABAD DEL CUSCO	Espanha
Janet	Gonzales	Janet.gonzales@unsaac.edu.pe	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Alexsander	Quispe Ñaupa	alexsandre.qn40@gmail.com	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Juliana Carmensilvia	Centeno Olarte	120917@unsaac.edu.pe	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Marisa Cristina	Ocrospoma Jara	marisacristinao@gmail.com	Museo de Historia Natural	Peru
Marcial	Villafuerte	marvillari1@gmail.com	Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco	Peru
Jessica	Marroquin	jmarroquin@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
John	Veremis	John.Veremis@usda.gov	USDA	Estados Unidos
WILLIAM	LOPEZ	wlopez@osinfor.gob.pe	OSINFOR	Estados Unidos
Ruth	Siaca	amneris_siaca@fws.gov	US FWS	Estados Unidos
Martha	Bernabet	mbernabet@gmail.com	Fundación Conservación y Desarrollo Bolivia FCDB	Bolivia
Margaret	Francis	margaret_francis@fws.gov	US Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
Juan Vicente	Guadalupe Gallardo	vicente.guadalupe@otca.org	OTCA	Brasil
Walter	Palacios	walterpalacios326@yahoo.com	INABIO	Equador
Alexandre	Gontijo	alexandre.gontijo@florestal.gov.br	Serviço Florestal Brasileiro	Brasil
Pedro	Barquet	pedrobarquet@gmail.com	Barquet Hardwoods	Equador
Claudine	SAKIMIN	claudinesakimin@yahoo.com	Nature Conservation Division / Suriname Forest Service	Suriname
Lina Maria	Rojas	linamaria_rojas@yahoo.com	Independiente	Alemanha
Efraín	Freire	efrain.freire@biodiversidad.gob.ec	Instituto nacional de Biodiversidad	Equador
Carmen Y.	Medina G.	cmedina@miamiambiente.gob.pa	Ministerio de Ambiente - Autoridad Administrativa CITES	Panamá
Danmar	Herrera	inveforestal@gmail.com	Ministerio de Ecosocialismo/ Dirección General de Patrimonio Forestal	Venezuela (República Bolivariana da)
Thiago	Rodrigues	thiagoefl@gmail.com	FuntecDF	Brasil
Adrián	Jimenez	ajimenezm@miamiambiente.gob.pa	Ministerio de Ambiente	Panamá
Ma. Carolina	Gazmuri Ortega	maria.gazmuri@conaf.cl	Corporación Nacional Forestal	Chile
Eduardo	Manghi	emanghi@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
Santiago	De Telleria	santiagodetelleria@gmail.com	Direccion Nacional de Bosques	Argentina
Ana	Corallo	anncorallo@gmail.com	Ministerio de Ambiente y Desrrollo Sostenible	Argentina

Maximiliano	Azcona	azconam@ambiente.gob.ar	Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible	Argentina
carmita	bonifaz balseca	carmenbonifaz@hotmail.com	Universidad de Guayaquil	Equador
Nilton	Gatica	nilgatsan@gmail.com	OSINFOR	Peru
Evaristo	López Tejeda	elopezt@unsa.edu.pe	Universidad Nacional de San Agustín de Arequipa	Peru
Augusto	Sola	asola@rem-ecuador.ec	Programa REM Ecuador	Equador
Martha	Chávez	mchavezb@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Mariana	Guardiola	mariana.guardiola@ibama.gov.br	Ibama	Brasil
Nadesda	Cortez Farfan	nadesda31cortez@gmail.com	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Fredy	Abanto	fabanto@sernanp.gob.pe	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Rosario	Benavides	rbenavides@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Juan Carlos	Moreno Echeandía	Jmorenoe@produce.gob.pe	Ministerio de la Producción	Peru
Darcy	Vargas	darcy_vargas@fws.gov	U.S. Fish and Wildlife Service	Estados Unidos
Maykol	Rodriguez	mrodriguezz@sernanp.gob.pe	Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado-SERNANP	Peru
Daavid	Contreras	dact.94@gmail.com	CONAP-FAUSAC	Guatemala
Mónica	Matos	mmatos@serfor.gob.pe	SERFOR	Peru
Aurélie Flore	Koumba Pambo	fkoumbapambo@gmail.com	Agence Nationale des Parcs Nationaux	Gabão

**Sugerencia de los Estados Unidos de América sobre las especies a priorizar  
por el Grupo de trabajo de Especies de Árboles Neotropicales**

Niveles de prioridad:

- Nivel de prioridad 1: Especies de árboles maderables neotropicales notificadas como muy a moderadamente afectadas por el comercio internacional, principalmente debido a niveles de comercio supuestamente insostenibles (PC25 Doc. 26.1 Compilación y análisis de las respuestas de las Partes a la Notificación No. 2020/023): *Dalbergia calderonii*, *D. congesflora*, *D. glomerata*, *D. granadillo*, *D. retusa*, *D. spruceana*, *D. stevensonii* y *D. tucurensis*;
- Nivel de prioridad 2: Las especies de árboles maderables neotropicales informaron que se desconocen los efectos del comercio internacional en las poblaciones silvestres (PC25 Doc. 26.1 Compilación y análisis de las respuestas de las Partes a la Notificación No. 2020/023): *Dalbergia cubilquitensis*;
- Nivel de prioridad 3: Especies de árboles maderables neotropicales incluidas en la lista de género de *Cedrela* en la CoP18. Las poblaciones de la especie en ciertos países del área de distribución se incluyeron previamente en el Apéndice III: *Cedrela odorata*, *C. lilloi* y *C. fissilis*.

La información específica se proporciona a continuación en la Tabla 1.

Table 1. United States suggest the following priority Appendix-II Neotropical tree species.

<b>CITES Appendix-II Species and distribution per CITES Species +</b>	<b>Responses to CITES Notification 2020/023 Questionnaire on Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]</b>	<b>IUCN Red List of Threatened Species category with notes</b>	<b>USA Comments</b>
<b>Priority level 1*</b>			
<i>Dalbergia calderonii</i>  Distribution: El Salvador, Honduras, Mexico and Nicaragua.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Critically Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Species is affected by habitat loss and illegal logging for international trade (Linares & Salas 2020).	The distribution of <i>D. calderonii</i> needs to be confirmed.  IUCN Red List assessment of this species lists the distribution as El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico (Linares & Salas 2020).
<i>Dalbergia congestiflora</i>  Distribution: El Salvador and Mexico	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Species is affected by logging and habitat loss. Need to increase enforcement efforts to prevent illegal logging and trade of timber (Linares & Salas 2020).	The distribution of <i>D. congestiflora</i> needs to be confirmed.  IUCN Red List assessment of <i>D. congestiflora</i> lists the species distribution as only occurring in Mexico (Linares & Salas 2020).

<b>CITES Appendix-II Species and distribution per CITES Species +</b>	<b>Responses to CITES Notification 2020/023 Questionnaire on Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]</b>	<b>IUCN Red List of Threaten Species category with notes</b>	<b>USA Comments</b>
<i>Dalbergia glomerata</i>  Distribution: Costa Rica, Guatemala, Honduras and Mexico.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Critically Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Extraction of the species for its valuable rosewood timber for international trade and local use and habitat conversion to agriculture uses. Need to increase enforcement efforts to prevent illegal logging and trade of timber (Salas & Linares 2019).	The distribution of <i>D. glomerata</i> needs to be confirmed.  According to the IUCN Red List assessment of <i>D. glomerata</i> and Cervantes <i>et al.</i> (2019), this species is endemic to Mexico. <i>D. glomerata</i> was previously considered to occur in Costa Rica but those records are now considered to be <i>D. tilarana</i> and records from Guatemala and Honduras are now considered to be <i>D. cubilquitzensis</i> (Cervantes <i>et al.</i> 2019).
<i>Dalbergia granadillo</i>  Distribution: El Salvador, Guatemala, Mexico and Nicaragua.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Critically Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Species is highly sought after for international timber trade, resulting in a high rate of population decline. Need to increase enforcement efforts to prevent illegal logging and trade of timber (Salas & Linares 2019).	There is a paucity of information concerning the biology and ecology of this species.  The distribution of <i>D. granadillo</i> needs to confirm.  IUCN Red List assessment distribution is Mexico (Salas & Linares 2019).
<i>Dalbergia retusa</i>  Distribution: Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Panama.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Critically Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Timber harvest targets the largest, mature trees reducing the number of seed trees in the global population and impacting regeneration; threats include illegal harvest and loss of habitat (Barstow & Linares 2020).	<i>D. retusa</i> was selected post CoP17 for Significant Trade Review in Nicaragua and Panama (PC25 Doc. 15.4 Annex 1).

<b>CITES Appendix-II Species and distribution per CITES Species +</b>	<b>Responses to CITES Notification 2020/023 Questionnaire on Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]</b>	<b>IUCN Red List of Threaten Species category with notes</b>	<b>USA Comments</b>
<i>Dalbergia spruceana</i>  Distribution: Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Peru and Venezuela (Bolivarian Republic of).	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Not evaluated.	Species conservation status needs to be evaluated under the IUCN Red List Assessment process.
<i>Dalbergia stevensonii</i>  Distribution: Belize, Guatemala and Mexico.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Not evaluated.	There is a paucity of information concerning the biology and ecology of this species. Species conservation status needs to be evaluated under the IUCN Red List Assessment process.
<i>Dalbergia tucurensis</i>  Distribution: Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico and Nicaragua.	Reported as highly to moderately affected by international trade due to suspected unsustainable levels of trade.	Endangered (assessed in 2019). Population trend decreasing.  Species is affected by timber harvest and habitat loss (Salas & Linares 2020).	The distribution of <i>D. tucurensis</i> needs to be confirmed.  IUCN Red List Assessment Distribution: El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico (Salas & Linares 2020).  Need to confirm whether <i>D. cubilquitzensis</i> (Donn. Sm.) Pittier is a synonym of <i>D. tucurensis</i> Donn. Sm. Cervantes et al. (2019) or distinct species.
<b>Priority level 2*</b>			
<i>Dalbergia cubilquitzensis</i>  Distribution: Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexico and Nicaragua.	Effects of international trade on wild populations is unknown.	Least concern (assessed in 2019). Population trend decreasing.  No information on the population size for this species (Linares & Salas 2020). The timber is used locally but is not highly sought after, demand for international timber trade is unknown as it is	Need to confirm whether <i>D. cubilquitzensis</i> (Donn. Sm.) Pittier is a synonym of <i>D. tucurensis</i> Donn. Sm. Cervantes et al. (2019) or distinct species.  The distribution of this species needs to be confirmed.

<b>CITES Appendix-II Species and distribution per CITES Species +</b>	<b>Responses to CITES Notification 2020/023 Questionnaire on Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]</b>	<b>IUCN Red List of Threaten Species category with notes</b>	<b>USA Comments</b>
		not a major source of rosewood timber.	The IUCN Red List distribution includes: Belize, Costa Rico, El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico (Linares & Salas 2020).
<b>Priority level 3*</b>			
<i>Cedrela odorata</i>  Distribution: Antigua, Barbuda, Argentina, Barbados, Belize, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Cayman Islands (UK), Colombia, Costa Rica, Cuba, Dominica, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, French Guiana , Grenada, Guadeloupe, Guatemala, Guyana, Haiti, Honduras, Jamaica, Martinique, Mexico, Montserrat (UK), Netherlands Antilles, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Suriname, Trinidad and Tobago, Venezuela (Bolivarian Republic of), and United States of America (Puerto Rico and Virgin Islands)	Not applicable-species is not a member of Leguminosae (Fabaceae) family.	Vulnerable (assessed in 2017). Population trend decreasing.  Species is affected by unsustainable harvest and habitat loss (Mark & Rivers 2017).	Prior to CoP18, populations of this species was included in Appendix-III with Annotation #5 in Bolivia (Plurinational State of) Brazil, Colombia, Guatemala and Peru.
<i>Cedrela lilloi</i>  Syn. of <i>Cedrela angustifolia</i>  Distribution: Argentina, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru and Venezuela (Bolivarian Republic of).	Not applicable-species is not a member of Leguminosae (Fabaceae) family.	Endangered (assessed in 1998).	Current species conservation status needs to be evaluated under the IUCN Red List Assessment process.  Prior to CoP18, populations of this species in Bolivia (Plurinational State of) and Brazil were included in Appendix-III with Annotation #5.
<i>Cedrela fissilis</i>  Distribution: Argentina, Bolivia, (Plurinational State of), Brazil, Colombia, Costa Rica, Ecuador, Panama,	Not applicable-species is not a member of Leguminosae (Fabaceae) family.	Vulnerable (assessed in 2017). Population trend decreasing.  <i>C. fissilis</i> is affected by logging and habitat loss (Barstow 2018).	Wood of <i>C. fissilis</i> is not easily distinguished from <i>C. odorata</i> (CoP14, Prop 33, 2007).

<b>CITES Appendix-II Species and distribution per CITES Species +</b>	<b>Responses to CITES Notification 2020/023 Questionnaire on Rosewood tree species [Leguminosae (Fabaceae)]</b>	<b>IUCN Red List of Threaten Species category with notes</b>	<b>USA Comments</b>
Paraguay, Peru, Suriname and Venezuela (Bolivarian Republic of).			Prior to <i>Cedrela</i> CoP18 listing, populations of this species in Bolivia (Plurinational State of) and Brazi were included in Appendix-III with Annotation #5.

**Informe sobre los progresos de los Países Miembros de la Organización del Tratado de Cooperación Amazónica (OTCA) con relación a la inclusión de *Cedrela* y el avance en la formulación de los DENP**

Cuadro No. 1. Progresos de Bolivia con relación a la inclusión de Cedrela y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para <i>Cedrela</i> en Bolivia</b>
<b>BOLIVIA</b>	Definición de Cupos de exportación.	Bolivia elaboró un análisis y fijó un cupo de exportación para <i>Cedrela odorata</i> de 15.508 metros cúbicos con base en un Dictamen de Extracción No Perjudicial formulado por las Autoridades CITES del país, de acuerdo a la Resolución Administrativa VMABCCGDF N°41 de 7 de octubre de 2020
	Estudios poblacionales.	La Autoridad Administrativa CITES de Bolivia ha hecho esfuerzos en gestionar recursos para la elaboración de estudios poblacionales, por lo que, se espera que en un año se puedan realizar con el apoyo financiero de FONABOSQUES. En este esfuerzo han participado de manera coordinada La Autoridad de Fiscalización y Control Social de Bosques y Tierra (ABT), El Instituto Boliviano de Investigación Forestal y El Herbario Nacional de Bolivia como Autoridad Científica.
	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	La Autoridad Científica (El Herbario Nacional de Bolivia) identificó como una preocupación la necesidad de contar con más información científica para la formulación de los DENP e indicó estar en disposición para contribuir a este tema. En estudios recientes realizados en conjunto entre varios herbarios y especialistas botánicos se han registrado 4 nuevas especies del género <i>Cedrela</i> en Bolivia que solo se habían reportado en otros países, lo que supone un gran reto para la aplicación de la CITES.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	En Bolivia se exige la instalación de parcelas permanentes en las áreas bajo manejo. El Instituto Boliviano de Investigación Forestal (IBIF) cuenta con parcelas permanentes en varias regiones del país, El IBIF ya ha realizado varias publicaciones sobre distribución, crecimiento, estructura y composición de toda la vegetación en diferentes tipos de bosques, pero se necesita financiamiento para remedir las parcelas. El IBIF está realizando evaluaciones de todas las especies maderables que se están manejando en Bolivia con relación al ciclo de corta, sin embargo, el costo es muy alto para monitorear diferentes eco regiones de Bolivia, por lo que, para estos fines sugieren no instalar nuevas parcelas, sino que financiar la remediación de las que ya existen. Algunas PPM están en lugares donde ya se va a cumplir con los ciclos de corta, no solo para Cedro sino que para otras especies maderables. El IBIF sugiere establecer alianzas con la ABT, la AC, y la OTCA para la búsqueda de financiamiento.
	Sistema de Gobernanza para la implementación de la CITES para <i>Cedrela</i> spp.	La Autoridad Administrativa CITES de Bolivia cuenta con la información de los representantes de las instituciones involucradas en la implementación de la CITES, a quienes se les convoca cuando se considera necesario.

Cuadro No. 2. Progresos de Brasil con relación a la inclusión de Cedrela y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para Cedrela en Brasil</b>
<b>BRASIL</b>	Sistemas de Información Forestal.	En Brasil se cuenta con una muy buena base de datos en El Sistema Nacional de Controle da Origem dos Produtos Florestais (SINAFLOR), por lo que, consideran importante trabajar en el análisis de los datos disponibles para obtener información como la estructura poblacional del Cedro. La Autoridad CITES en Brasil en conjunto con El Servicio Forestal Brasileño han iniciado un diálogo para desarrollar un proyecto a través del cual se pueda integrar toda la información disponible incluyendo la generada a través del inventario forestal nacional de Brasil. SINAFLOR tiene mucha información compartida por los usuarios que se genera en las unidades de producción anual, incluyendo datos provenientes de los censos realizados y sobre cada permiso emitido por el Gobierno.
	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	Considerando que son varias las especies del género <i>Cedrela</i> distribuidas en la región amazónica es muy compleja su identificación taxonómica, sin embargo, existen iniciativas como las desarrolladas por el Laboratorio de Productos Forestales del Servicio Forestal Brasileño y el Instituto Amazónico de Investigaciones Científicas SINCHI de Colombia, quienes trabajaron en una "Clave Electrónica de Identificación de Especies Maderables Amazónicas Comerciales", la cual incluyó <i>Cedrela odorata</i> . Adicionalmente, El Instituto Brasileño de Medio Ambiente y de los Recursos Naturales (IBAMA), el Laboratorio de Maderas del Servicio Forestal Brasileño y la Universidad de Brasilia, también han trabajado con el uso de la Tecnología NIRS (espectroscopia en el infrarrojo cercano asociada a la quimiometría) estudios de identificación de maderas que han incluido a la especie <i>Cedrela odorata</i> . Desde El laboratorio de productos forestales del Servicio Forestal Brasileño, se considera muy importante desarrollar otras líneas de investigación y mejorar la toma de muestras, para ello, ya se han hecho algunos trabajos de campo con Perú y Colombia, y se sugiere ampliar la colaboración a los otros países de la región amazónica con el propósito de ampliar también el trabajo de campo y la colecta de muestras.
	Estrategias de Conservación y Salvaguardas	El Servicio Forestal Brasileño, está buscando apoyo financiero con un banco nacional para plantar varios millones de árboles en varios biomas brasileños, este proyecto puede tener alguna interface que pueda vincularse con iniciativas de salvaguardas que incluyan el establecimiento de plantaciones y mecanismos de restauración ecológica para recuperar áreas degradadas con el uso de especies del género <i>Cedrela</i> .
	Implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro (reproducción artificial).	El establecimiento de plantaciones forestales en Brasil no es obligatorio, sin embargo, puede haber plantaciones de Cedro que en un futuro puedan requerir del registro y de alguna regulación por parte del gobierno para su aprovechamiento y exportación.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	Para evaluar los sistemas de gestión sostenible es indispensable contar con parcelas permanentes de medición forestal, por lo que, se identificó que se debe priorizar el fortalecimiento de las parcelas permanentes existentes (que son obligatorias de acuerdo a las regulaciones forestales) y retomar el monitoreo. Actualmente no se cuenta con información producto de la medición de las parcelas permanentes de medición integradas al SINAFLOR, por lo que, es importante que se genere una actualización y se incorpore esta información al sistema, todo esto, facilitará el análisis sobre la sostenibilidad del manejo y la formulación de los DENP para <i>Cedrela</i> y las otras especies maderables listadas en la CITES.
	Sistema de Gobernanza para la implementación de la CITES para <i>Cedrela spp.</i>	El sistema de gobernanza para la gestión forestal en Brasil es muy complejo, sin embargo, desde la implementación del SINAFLOR se han observado avances y una buena evolución para resolver problemas detectados en el pasado, con el SINAFLOR ahora se tiene información más precisa sobre los planes de manejo forestal sostenible que se aprueban, lo que permite un mejor monitoreo para asegurar que se implementen de forma correcta. Siempre se identifican muchos retos para establecer una buena gobernanza a nivel nacional, estatal y a nivel local, ya que no solo los estados implementan la gestión forestal, sino que también muchos municipios, es muy difícil, pero Brasil está haciendo mucho por conseguirlo. El desarrollo e implementación del SINAFLOR han contribuido a mejorar también el sistema de gobernanza en Brasil, lo que también contribuye a una efectiva implementación de la CITES para las especies arbóreas listadas en los apéndices de la Convención.

Cuadro No. 3. Progresos de Colombia con relación a la inclusión de Cedrela y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para Cedrela en Colombia</b>
<b>COLOMBIA</b>	Implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro y Sistemas agroforestales ya establecidos que incluyen la especie (reproducción artificial).	En Colombia las plantaciones las regula el Ministerio de Agricultura, actualmente están en un proceso de validación de campo para asegurar que los registros sean consistentes con lo establecido en las normas que regulan esta actividad productiva.
	Definición de Cupos de exportación.	Con base en el concepto de población y sustentado en un estudio genético realizado en Colombia se identifican a nivel nacional al menos tres poblaciones de Cedro, por eso, los especialistas en Colombia coinciden en que, para elaborar un DENP y definir cupos de exportación es muy importante elaborar un análisis a nivel de unidades de manejo. Con relación a los datos de comercio, en Colombia hay una gran diferencia entre lo que se aprovecha y lo que se exporta, estando los volúmenes de exportación muy por debajo del estimado de aprovechamiento de Cedro en el país, lo que refleja un gran mercado de consumo interno.
	Estudios poblacionales	Las AA y AC indicaron que es necesario generar información poblacional en las unidades de manejo donde se están haciendo los aprovechamientos, las cuales se concentran en tres zonas de Colombia. Se mencionó como información de interés, los datos de volúmenes, dinámica, tasas de crecimiento por bioregión, considerando que el cedro está distribuido en regiones biogeográficas muy contrastantes que van desde el bosque seco hasta la Amazonía.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	En Colombia es necesario hacer una evaluación de los efectos de las medidas de manejo tomadas con anterioridad, evaluar si los supuestos que sustentan las medidas de manejo se están cumpliendo, es decir, identificar si hay que mejorar algo, porque actualmente el Cedro se encuentra amenazado a nivel nacional. El Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible de Colombia está revisando las disposiciones de manejo para hacer propuestas para la modificación sobre lo regulado para el régimen de aprovechamiento forestal, para que posteriormente, desde el Ministerio se formulen las disposiciones normativas para aplicarlas a nivel nacional.
	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	Colombia apoyó en la elaboración de la "Clave Electrónica de Identificación de Especies Maderables Amazónicas Comerciales", la cual, fue desarrollada por el Laboratorio de Productos Forestales del Servicio Forestal Brasileño y el Instituto Amazónico de Investigaciones Científicas SINCHI de Colombia, sin embargo, es necesario incluir todas las especies del género <i>Cedrela</i> y otras especies de interés regional. Con relación al Cedro, las últimas publicaciones sugieren que además de <i>Cedrela odorata</i> hay más especies ligadas al género <i>Cedrela</i> , el artículo sugiere que se requiere mayor investigación una mejor clarificación al respecto. Cuando se elaboró el Plan de Manejo para la Conservación del Cedro en Colombia, se desarrollaron estudios moleculares cuya información aportará significativamente para avanzar en la identificación taxonómica y a los sistemas de control y trazabilidad de productos forestales.
	Sistema de Gobernanza para la implementación de la CITES para <i>Cedrela</i> spp.	Colombia considera importante fortalecer la estructura de gobernanza para la efectiva aplicación de la CITES y que algo que contribuiría a ello es, reforzar los temas de capacitación dirigido al personal de las instituciones que conforman estas estructuras de gobernanza, lo que contribuiría a una mejor comprensión de la CITES y evitar interpretaciones erróneas que dificulten los diálogos locales y nacionales.

Cuadro No. 4. Progresos de Ecuador con relación a la inclusión de Cedrela y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para Cedrela en Ecuador</b>
<b>ECUADOR</b>	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	Ecuador está trabajando en estudios filogenéticos para conocer sobre las especies del género <i>Cedrela</i> que se distribuyen en el país y la relación con otras especies del género a nivel regional.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	Los especialistas de Ecuador consideran que, luego de avanzar en el conocimiento sobre las especies de <i>Cedrela</i> que hay en Ecuador y su ubicación, se podrán realizar estudios sobre la dinámica poblacional y otros parámetros como el tamaño de la población, para formular ordenanzas más precisas sobre el manejo sostenible de estas especies. Para establecer tasas de crecimiento, se sugiere el establecimiento de parcelas permanentes de medición y en el caso de que sea aplicable el uso del análisis fustal. Esto permitiría obtener información sobre tasas de crecimiento y dinámica poblacional.
	Implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro y Sistemas agroforestales ya establecidos que incluyen la especie (reproducción artificial).	En Ecuador las competencias están distribuidas en dos instituciones, El Ministerio de Agricultura y Ganadería regula lo concerniente a las plantaciones forestales y El Ministerio de Ambiente y Agua aborda la gestión en el medio silvestre y las especies protegidas. En Ecuador se identifica como una necesidad la integración de los sistemas electrónicos de gestión para bosques nativos con los sistemas de gestión para plantaciones, con el fin de, asegurar la trazabilidad y evitar el lavado de madera ilegal.
	Ámbito de aplicación de la CITES para el comercio de las especies arbóreas del género <i>Cedrela</i> .	En Ecuador los volúmenes de exportación de Cedro están muy por debajo de lo que se consume a nivel nacional. Desde los años 2007 y 2008 se vetó el aprovechamiento de Cedro y Caoba en el medio silvestre, por lo que, no ha habido aprovechamientos desde estos años. El Cedro en estado silvestre se encuentra en la región amazónica de Ecuador, mientras que las plantaciones se encuentran en las regiones costeras del país, con lo cual, se facilita la trazabilidad para los productos que se permiten aprovechar que particularmente provienen de plantaciones forestales.

Cuadro No. 5. Progresos de Guyana con relación a la inclusión de Cedrela y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para Cedrela en Ecuador</b>
<b>GUYANA</b>	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	Sobre la identificación taxonómica de las especies, Guyana considera importante integrar esfuerzos con los botánicos de las universidades para generar guías de identificación que sean utilizadas en la capacitación de las autoridades de observancia. En Guyana consideran importante aprovechar la experiencia de Colombia y Brasil en el desarrollo de la "Clave Electrónica de Identificación de Especies Maderables Amazónicas Comerciales".
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	Guyana ha formulado un DENP para <i>Cedrela odorata</i> por medio de una evaluación rápida aplicando una metodología sustentada en el análisis de riesgo. Para formular un DENP a nivel de unidad de manejo cuentan con una buena parte de la información necesaria para su formulación. En Guyana se considera muy importante la implementación de un buen sistema de monitoreo para evaluar la efectividad de los sistemas de gestión.
	Estudios poblacionales.	Guyana considera importante priorizar el apoyo para la generación de estudios de dinámica poblacional para <i>Cedrela</i> , aunque ya cuenta alguna información, es necesario reforzar este tema a mediano y largo plazo.

Cuadro No. 6. Progresos de Perú con relación a la inclusión de *Cedrela* y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para <i>Cedrela</i> en Perú</b>
PERÚ	Identificación taxonómica de las especies del género <i>Cedrela</i> .	Perú considera que es importante mejorar las claves de identificación dendrológica y anatómica con que cuenta, así como, ampliar las colectas botánicas, atendiendo a que existe un complejo solapamiento en la distribución de las especies del género <i>Cedrela</i> en el país. En Perú hay información del género, pero es necesario profundizar en el tema de las especies. Los censos y POAS se sustentan en información referida generalmente al género <i>Cedrela</i> y no por especie.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	Sobre la evaluación de los sistemas de gestión sostenible, en Perú se considera importante generar trabajos sobre tablas de vida estáticas en áreas prístinas para tener la fotografía de la población, al respecto, en Perú hay parcelas permanentes de medición instaladas, sin embargo, no se comparte la información a las instituciones gubernamentales. El Diámetro mínimo de Corta (DMC) que se aplica en Perú es de 65 cm. para <i>Cedrela odorata</i> , el cual, coincide con los trabajos hechos en Bolivia donde a partir del crecimiento y el establecimiento de la edad productiva de la especie se estableció un DMC de 60 cm. por lo tanto, se está en el rango. Para las especies de interés comercial se tiene el reto de definir parámetros específicos para trabajar los DENP.
	Sistema de Gobernanza para la implementación de la CITES para <i>Cedrela</i> spp.	Es importante incluir en el marco de los diálogos de la mesa de trabajo sobre CITES en Perú, la necesidad de compartir la información científica que se genera con todas las instituciones gubernamentales, no gubernamentales y académicas. En la formulación de los DENP Hay que incluir a los profesionales forestales dentro de las discusiones y análisis técnicos ligados a las especies arbóreas. Es importante incorporar equipos multidisciplinarios a los esquemas de gobernanza local.
	Implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro y Sistemas agroforestales ya establecidos que incluyen la especie (reproducción artificial).	Sobre la implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro y Sistemas agroforestales ya establecidos que incluyen la especie (reproducción artificial) en Perú se han implementado los informes de asesoramiento en lugar de requerir un DENP propiamente dicho.

Cuadro No. 7. Progresos de Surinam con relación a la inclusión de *Cedrela* y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para <i>Cedrela</i> en Surinam</b>
<b>SURINAME</b>	Plan de acción CITES para <i>Cedrela odorata</i> .	Surinam elaboró un Plan de acción CITES para <i>Cedrela odorata</i> hecho por el Centre for Agricultural Research in Surinam (CELOS) en el año 2010. Suriname es un país con las tasas más bajas de deforestación, sin embargo, hay presencia de tala ilegal lo que podría provocar la degradación de las poblaciones de especies de interés comercial. La información contenida en el plan formulado en el año 2010 se considera aún vigente, sin embargo, de obtener financiamiento se puede actualizar.
	Coordinaciones regionales para prevenir ilícitos forestales.	Las condiciones que presenta <i>Cedrela odorata</i> en Surinam no amerita una preocupación mayor, sin embargo, debido a la presión que tiene la especie en otros países, se considera importante preparar estrategias regionales para evitar que se desplacen las amenazas hacia las poblaciones silvestres de Cedro de Surinam.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	En Surinam definieron un Diámetro Mínimo de Corta (DMC) de 35 centímetros, el cual, es conveniente evaluar para garantizar la sostenibilidad de los sistemas de gestión que se implementan. Es importante que la evaluación del sistema de gestión forestal fortalezca el buen manejo de los bosques en general, mejorando la gestión para las especies del género <i>Cedrela</i> y para todas las especies maderables bajo manejo. Con la inclusión del género <i>Cedrela</i> a los apéndices de la CITES, hay una oportunidad para evaluar y mejorar los sistemas de manejo para que el comercio no ponga en riesgo la supervivencia de la especie.
	Definición de Cupos de exportación.	Surinam posee información sobre comercio, origen de los productos que se comercializan, tienen bajas tasas de deforestación y sistemas de implementación efectivos, esto le permitiría aplicar DENP a nivel de unidades de manejo y también fijar una cuota de exportación.

Cuadro No. 8. Progresos de Venezuela con relación a la inclusión de *Cedrela* y el avance en la formulación de los DENP.

<b>País Miembro</b>	<b>Área temática</b>	<b>Progresos con relación a la inclusión y la formulación de los DENP para <i>Cedrela</i> en Venezuela</b>
VENEZUELA	Salvaguardas para la conservación del Cedro.	Venezuela promulgó una veda para el aprovechamiento de Cedro proveniente del medio silvestre como medida de salvaguarda para la recuperación de las poblaciones y promover su conservación, en tal sentido, Venezuela afirmó que una de las metas actuales es realizar un estudio para evaluar la efectividad de esta medida y compartir la experiencia con los países de la región. En Venezuela hay una regulación que, cuando se trata de manejo en el medio silvestre, siempre se establece dentro del plan de manejo un área de protección como medida de salvaguarda (área de reserva del medio silvestre) que constituye un porcentaje de la superficie total bajo manejo.
	Implementación de la CITES en plantaciones forestales de Cedro y Sistemas agroforestales ya establecidos que incluyen la especie (reproducción artificial).	En Venezuela desde hace varios años no se reportan exportaciones de madera de Cedro, sin embargo, en el caso de presentarse alguna solicitud para la exportación de productos maderables proveniente de plantaciones, se cuenta con los sistemas de gestión SIGEFOR 1 y SIGEFOR 2. Las plantaciones de Cedro en Venezuela están ubicadas en la región de los Llanos.
	Evaluación de los sistemas de gestión sostenible aplicados al manejo del Cedro en el medio silvestre.	Sobre la evaluación de los sistemas de gestión aplicados al manejo forestal en el medio silvestre, aunque en Venezuela no se autoriza el aprovechamiento de Cedro proveniente del medio silvestre, se cuenta con regulaciones que obliga al establecimiento parcelas permanentes de medición en las concesiones forestales. Los planes de manejo se implementan con enfoque ecosistémico y se evalúa bajo todo un proceso de análisis muy completo. Al igual que en todos los Países Miembros de la OTCA, en Venezuela cuentan con normativa forestal sustancial que permite llevar a cabo un sistema de gestión sostenible, como para formular un DENP a nivel de Unidades de Manejo dirigido a las especies arbóreas listadas en la CITES. Sin embargo, siempre hay que monitorear o vigilar si el manejo es consistente con la sostenibilidad.

